
9 40 2004 038

Albert Tévoedjrè, un Africain d'exception

Cas produit par **Roch Sosthène NEPO** et le professeur **Laurent LAPIERRE**.

Le vacarme des foules qui acclament un champion ne me convient pas. Dans ce tintamarre où les dictateurs, les rois et les puissants se plaisent, je suis, malgré des apparences accidentelles, totalement perdu. Ces orages et ces fracas rappellent les manifestations de Baal à qui nous sacrifions parfois notre vie. Si nous voulons nous retrouver et découvrir chaque nuance de l'aurore qui éclate au bout de la nuit, c'est le silence qui est notre meilleur compagnon. Ce silence chargé de signification nous rapproche plus intimement de nous-mêmes et plus authentiquement des autres. Il nous fait apprécier la nécessaire passion de l'essentiel¹.

– Albert Tévoedjrè

Aujourd'hui, en décembre 2004, Albert Tévoedjrè, celui que ses compatriotes ont affectueusement surnommé « le renard de Djrègbé » est âgé de 75 ans. Il a à son actif près d'un demi-siècle d'une carrière bien remplie et entièrement dédiée à la promotion collective des hommes, en tant que dirigeant de mouvements estudiantins, chef syndicaliste, responsable fondateur de partis politiques, universitaire émérite, écrivain engagé, haut fonctionnaire des Nations Unies et homme d'État (voir l'annexe 1). Assurément, il est un homme comblé, un homme accompli au vrai sens du mot qui peut, sans fausse modestie, s'enorgueillir d'avoir su, contre vents et marées, réaliser l'essentiel de ses rêves.

Albert Tévoedjrè, le laïc chrétien ou la mystique de la Croix

L'histoire personnelle d'Albert Tévoedjrè semble avoir pour toile de fond une forte culture chrétienne, acquise aussi bien en milieu familial qu'à l'école, sous l'influence d'éducateurs exceptionnels tous empreints de la chose religieuse. C'est pourquoi on ne peut s'empêcher d'y discerner le cheminement singulier du fils du catéchiste, devenu séminariste mais qui, à l'heure où s'opèrent certains choix cruciaux de l'existence, va finalement opter pour une vie de laïc chrétien engagé corps et âme dans la gestion de la Cité.

Le fils du catéchiste

Albert Tévoedjrè naît à Porto-Novo (République du Dahomey, actuel Bénin), le 10 novembre 1929, d'une mère femme au foyer et d'un père catéchiste. Il est l'aîné d'une modeste famille de sept enfants. De cette famille qu'il qualifie lui-même de « richesse première », Albert Tévoedjrè

¹ *Mes certitudes d'espérance*, Les Éditions Ouvrières, Paris, 1984, p. 3.

écrira : « La vie d'un homme, notre vie dépend beaucoup de notre famille si nous avons la chance d'en connaître une. La responsabilité des parents en est d'autant plus grave et leur tâche extraordinaire. »

De son père, il garde le souvenir avant tout « d'un chrétien de stricte obédience... dont la foi était plus forte que la mienne et la prière plus fervente et surtout plus constante ». À sa mère, il rend le témoignage suivant : « Comme toujours en Afrique, la cellule familiale tenait son équilibre de ma mère, une femme d'intelligence supérieure et de cœur sans limite dans la tendresse...C'est pourquoi les deux sources de mes certitudes d'espérance sont ma mère et l'Évangile. »

Une autre dette de reconnaissance dont Albert Tévoedjrè se sent redevable à ses parents est celle relative à ce qu'il appelle le « nom d'origine ». À ce propos, l'intéressé affirme : « Comme dans toutes les familles de chez nous, j'ai reçu un nom d'origine. Mes parents m'ont appelé « Sourou », ce qui veut dire « Patience ». La vie m'a appris que ce nom devait prendre pour moi tout son sens comme symbole, conseil et joie de pleine réalisation personnelle... Je sors d'une famille dont j'ai expérimenté la valeur dans son édification et ses luttes. La patience et le courage me furent donnés un peu comme premiers compagnons. »

Baignant dans une ambiance familiale faite d'amour, de piété et d'harmonie, Albert Tévoedjrè connaît une enfance particulièrement studieuse marquée par l'empreinte des pères missionnaires catholiques. En effet, très tôt, c'est-à-dire dès l'âge de six ans, ce qui à cette époque pouvait être perçu comme un rare privilège pour un Africain des colonies et, qui plus est, d'origine humble, le jeune Tévoedjrè fréquente l'École primaire Saint-Joseph de Porto-Novo avant d'être admis à l'âge de 12 ans au Petit Séminaire de Ouidah où il est le plus jeune de sa promotion.

Ainsi, il s'avère difficile, voire quasiment impossible, d'établir un cloisonnement étanche entre d'une part, l'éducation familiale d'Albert Tévoedjrè et d'autre part, sa formation intellectuelle et spirituelle de base qui s'est entièrement déroulée dans le cadre de l'enseignement chrétien. Tant ces deux dimensions s'emmêlent et s'entremêlent pour fusionner en une sorte de soubassement frappé du sceau de la foi et du sacerdoce qui va donner toute son orientation, tout son sens à la vie et à la pensée du leader qu'il deviendra plus tard.

Pour en revenir à la date de naissance d'Albert Tévoedjrè, il convient de signaler que le 10 novembre correspond également au jour de naissance de Martin Luther, le grand théologien et réformateur allemand dont les idées ont si profondément marqué l'histoire de la théologie et de la doctrine chrétienne. On peut voir là plus qu'une simple coïncidence, à la manière d'une amie strasbourgeoise d'Albert Tévoedjrè citée par lui¹, pour qui « quand on célèbre son anniversaire le jour même de la naissance de Luther, on ne peut avoir un destin banal! ». Mais 1929, c'est aussi l'année où éclate la première et plus grave crise du capitalisme mondial triomphant. Et quand on sait par ailleurs ce que fut la contribution d'Albert Tévoedjrè, notamment à travers les concepts de « nouvel ordre économique international », « contrats de solidarité » et « minimum social commun », on résiste difficilement à la tentation d'y voir également un de ces clins d'œil de la Providence, un « signe »... La lecture personnelle que fait l'intéressé de cet aspect particulier de sa vie apporte au demeurant un éclairage complémentaire qui ne saurait être négligé. « À mes yeux, écrit-il en effet, mon destin est simplement celui de chacun, avec les chances, les décep-

¹ Cf. A. Tévoedjrè, *Mes certitudes d'espérance*, Les Éditions Ouvrières, Paris, 1984.

tions, les engagements que tous nous devons assumer. Rien de vraiment extraordinaire. Mais peut-être de temps à autre, la révélation d'une voix qui n'a, il faut l'avouer, rien de tout à fait banal. ». Puis d'ajouter : « Mon itinéraire personnel avec ses crises et ses réussites n'est pas inscrit dans la logique des choses. Selon cette logique, je n'aurais jamais inventé mon chemin de la manière dont je le vois tracé aujourd'hui. Ce cheminement oblique signifie quelque chose. Plus encore : il m'indique Quelqu'un. Je crois en ce Quelqu'un. Pour moi, la Croix est une réalité : c'est Quelqu'un qui porte mon espérance. »

Le séminariste

Une fois ses études primaires achevées, Albert Tévoedjrè intègre en 1942 le Petit Séminaire de Ouidah. Son séjour au sein de cette institution fut surtout marqué par une solide formation intellectuelle et spirituelle dont il restera empreint toute sa vie.

Très vite, le jeune Tévoedjrè se distingue tout particulièrement par son goût prononcé pour les lettres classiques. On garde encore de lui le souvenir du commentaire qu'il fit d'un texte du poète latin Tibulle, commentaire qui lui valut une note fabuleuse de 18/20 et les félicitations du correcteur qui, en l'occurrence, n'était autre que Monseigneur Parisot, Vicaire apostolique de Ouidah et futur premier archevêque de Cotonou. Frappé par la vive intelligence de son disciple qui lui inspirait beaucoup de sympathie et avec qui il entretenait des relations très étroites, voire extrascolaires, le Prélat fit un jour à son égard cette réflexion : « Ce jeune homme est un renard. Si j'étais chef d'État, j'en ferais un diplomate. » D'apparence banale, ces propos vieux de plus d'un demi-siècle, demeurent d'une brûlante et troublante actualité dans la mesure où ils continuent d'étonner par leur justesse, leur profondeur, leur valeur prophétique. En effet, cette petite phrase fut non seulement à l'origine du fameux surnom de « renard » (qui deviendra plus tard « renard de Djrègbé¹ ») qui lui sera attribué, mais surtout elle exprime de façon on ne peut plus percutante et magistrale, la quintessence de ce que fut le parcours professionnel d'Albert Tévoedjrè.

Tévoedjrè, que l'éducation familiale autant que la formation de séminariste, prédestinait à une belle et tranquille carrière d'ecclésiastique, préférera suivre la « voie ordinaire ». Il quitte donc le Séminaire en 1950 avant de terminer ses études. Interrogé sur les motivations d'un tel changement de cap, Albert Tévoedjrè a cette réponse laconique et sibylline qui laisse son interlocuteur un peu perplexe : « Il s'agit d'un simple choix comme un autre, effectué par un adolescent, à un moment donné de son existence, entre une vie d'homme d'Église et celle d'un chrétien laïc. »

Pourtant, rien mieux que ce passage tiré de sa « Lettre au Cardinal Bernardin Gantin² » ne rend compte de l'influence considérable de son passage au Séminaire sur la vie d'Albert Tévoedjrè :

Le nom de Saint-Gall qui est celui du Grand Séminaire de Ouidah est pour moi un code, un mot secret d'entrée dans mon cœur ou dans mon intimité... Ma vie en effet, je puis le dire aujourd'hui où l'automne se précise, ma vie a été très marquée par le Séminaire Saint-Gall. Ce que je crois être de plus authentique, les démarches de raisonnement et d'engagement empruntées jusqu'ici et dans lesquelles je me reconnais moi-même sont essentiellement le fruit de ces huit années de formation

¹ Allusion faite à la localité de Djrègbé, proche de Porto-Novo, où depuis quelques années, Albert Tévoedjrè a élu domicile avec sa famille.

² A. Tévoedjrè, *op. cit.*

dont j'ai bénéficié sous la direction de maîtres tout à fait remarquables et en compagnie de frères dont je garde l'impérissable souvenir.

Dans le même ordre d'idées, Albert Tévoedjrè cite en exemple quelques-uns de ses anciens maîtres; notamment, M^{gr} Parisot et le préfet apostolique Robert Chopard :

Et si pour ma part, j'insiste tant sur la bonté comme critère d'humanité, c'est sans doute à Monseigneur Parisot que je le dois... Dans la vie d'un homme, les actes de bonté, de générosité, de gratuité doivent contrebalancer le poids de négativité. Et Louis Parisot est allé à l'extrême de la bonté pour les pauvres, les lépreux, les enfants. Il était en outre (cela n'est pas incompatible) un parfait humaniste, traduisant La Fontaine en latin avec une aisance à faire rêver.

Ou encore :

Je mentionnerai ainsi un autre de ceux qui nous ont quittés dans des conditions de très grand dépouillement : Robert Chopard. Cet homme au clair regard avait fait des études si brillantes que l'on se demandait d'où pouvait lui venir sa vocation de missionnaire en Afrique! Particulièrement respecté, il fut nommé Préfet apostolique dans le Nord du Dahomey. Quand Rome voulut transformer ce territoire en deux diocèses, le Père Chopard fut sacrifié. Il ne fut pas nommé évêque. Des oppositions mesquines empêchèrent la nomination de ce prêtre à qui les nouveaux diocèses devaient pratiquement leur existence. Redevenu simple curé de paroisse, il poursuivit son œuvre d'apostolat avec le plus grand zèle. Ce rare exemple m'est resté et j'ai dû m'en souvenir lorsque je me suis trouvé dans des problèmes de carrière professionnelle. On peut tout perdre du jour au lendemain; rien n'est acquis pour toujours. Il n'y avait, à mon avis de profane, aucune raison sérieuse pour que Robert Chopard subisse l'humiliation qui lui fut infligée et qui le préparait peut-être à un plus grand dépouillement... Un tel dépouillement, un tel abandon au Seigneur est un enseignement que je voudrais avoir retenu définitivement.

L'ami des Communautés d'Emmaüs

Pour Albert Tévoedjrè, le choix de la « voie ordinaire » ne signifiait pas pour autant rupture ou divorce d'avec le Christ, la Croix, l'Église. Au contraire, cette décision marque un tournant décisif, le point de départ d'un engagement total, constant et multiforme de l'homme en tant que laïc chrétien et un peu comme mû par une sorte de sublimation, dans la vie publique, en faveur de la promotion du développement de son pays, de l'Afrique.

En effet, Albert Tévoedjrè croit profondément en ce qu'il appelle une « pastorale du développement ». Il écrit à ce propos : « Dans l'Évangile, il n'y a pas tout, mais si tous les chrétiens tentaient sincèrement de le mettre en pratique, le monde serait certainement différent et le développement pourrait enfin prendre un sens. Car l'Évangile ne laisse aucune place au mensonge. Il n'autorise aucune justification de la violence structurelle, du refus de solidarité, de l'écrasement des autres... Or on peut se le demander : où sont-ils donc les chrétiens aujourd'hui? Ne sont-ils pas des êtres doubles, qui ne pratiquent pas ce qu'ils déclarent juste et témoignent de ce qu'ils déclarent injuste? N'ont-ils pas, en réalité, établi une coupure très nette entre leur messe du dimanche, quand ils y participent, et le reste de leur vie, entre leur pratique religieuse et leur responsabilité sociale et politique? »

Selon Albert Tévoedjrè, il ne saurait y avoir de hiatus entre foi et vie, entre espérance chrétienne et développement : « Je ne peux m'y résigner, s'insurge-t-il. » Cette intime conviction, il l'exprime par ailleurs de la façon suivante :

Il peut paraître plus sécurisant de délaissé le domaine politique comme on déserte un champ de bataille et se réfugier dans des groupes de dévotion, évidemment tout à fait honorables, en laissant à d'autres le risque de l'engagement social avec toutes les incompréhensions qui s'y rattachent ainsi que la charge de souffrir tout seul de profondes morsures difficiles à guérir... Mais si seuls les autres prennent des responsabilités ouvertes à tous, ces autres font la décision, parfois contre nous!... Nous n'avons alors le droit ni de nous étonner ni de nous plaindre.

Il rappelle en outre, au passage :

Pie XI nous a enseigné que « la politique est le plus vaste champ de la charité ». L'aurions-nous oublié? Je soutiens qu'il existe dans nos pays des hommes et des femmes honnêtes et généreux, qu'il convient de former, d'encourager et d'accompagner dans une vocation de service public comme jadis surgit Néhémie, ce laïc de courage indomptable, guidé par le Seigneur pour rebâtir et administrer Jérusalem... Il était modèle de totale intégrité dans la gestion des affaires publiques. Il reste une référence majeure pour maîtriser les défis de notre temps.

C'est pourquoi tout au long de sa vie, Albert Tévoedjrè gardera d'excellentes relations avec les responsables à tous les niveaux de l'Église catholique en particulier et de l'Église universelle en général. Ainsi, il est l'auteur d'une multitude d'articles de référence portant sur des thèmes variés publiés dans des journaux et revues tels que « Témoignage chrétien », « La Croix », « La Vie Protestante », « La voix de Saint-Gall »... pour ne citer que ceux-là. Il fut également officiellement reçu plusieurs fois au Vatican par les papes Paul VI et Jean-Paul II. Enfin, Albert Tévoedjrè participe à plusieurs grandes manifestations de l'Église au nombre desquelles le Synode de 1987 sur « le rôle et la mission des laïcs dans l'Église et dans le monde » auquel il fut invité par le pape Jean-Paul II. L'ancien séminariste eut d'ailleurs le privilège d'être désigné comme Rapporteur dudit Synode. Pour lui, ce fut encore une fois l'occasion de dire devant l'auguste assemblée sa profonde inquiétude et ses très vives préoccupations quant au rôle du chrétien dans la Cité contemporaine :

Les chrétiens engagés dans la politique sont amenés à travailler dans un champ en partie impur où l'exercice de la force et de la lutte pour le pouvoir sont souvent déterminants. C'est pourtant un lieu privilégié pour faire advenir plus de justice dans les structures de la société. Quelle formation particulière à l'exercice du politique les chrétiens reçoivent-ils?

Notre vie quotidienne, notre avenir immédiat et lointain se trouve directement hypothéqués par ce qui s'écrit, dans ce qui se véhicule par les médias à travers le monde; notre avenir est hypothéqué par les décisions de chacun de nos gouvernants, par ce qui se discute, ce qui se décide dans les systèmes de pouvoir des compagnies multinationales, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à l'Organisation des Nations Unies... Comment l'Église, comment les chrétiens sont-ils préparés, présents, actifs dans ces milieux?

Nous sollicitons de ce Synode une attention particulière à ce grave besoin et même une attention à la formation des prêtres et des laïcs susceptibles d'encadrer, d'orienter, de soutenir les hommes et les femmes qui s'engagent dans le service de leurs frères au niveau des centres de décision.

On ne peut valablement s'intéresser à la dimension spirituelle et laïque du personnage d'Albert Tévoedjrè, sans faire état de sa rencontre avec l'Abbé Pierre et les Communautés d'Emmaüs. L'intéressé lui-même écrira : « Dans la solitude et le découragement, où je me suis parfois trouvé en essayant d'assumer en chrétien une charge publique, j'ai découvert, faisant retraite auprès de l'Abbé Pierre et de ses valeureux compagnons d'Emmaüs, j'ai découvert la prière avec Simon de Cyrène... ». Mais le témoignage le plus éloquent nous est apporté par le Père Jean-Marie Viennet

de la Fondation Robert Chopard et d'Emmaüs International, à travers une contribution¹ intitulée *Albert Tévoedjrè, un ami des Communautés d'Emmaüs* :

Quand j'entends votre nom, j'aime évoquer ce souvenir avec Isabelle votre épouse, et Micheline, la responsable de la Communauté d'Emmaüs de Montbéliard (Doubs). Je vous vois en cette fin d'octobre 1985 longuement visiter les chantiers de travail des 60 femmes et hommes que la vie a durement malmenés. Avec un immense respect dont beaucoup de ces souffrants de l'existence reparleront, vous regardez chacun d'eux, vous vous intéressez à leur travail, vous leur dites un mot qui donne valeur à leur action. J'ai très présent votre visage scandalisé de tout ce que notre société d'abondance peut jeter et en même temps émerveillé de l'audace avec laquelle de la richesse pour des plus souffrants est obtenue par la solidarité des plus démunis.

Pour ce groupe d'un coin de l'Est de la France, le Bénin n'est plus inconnu; les liens avec le tiers-monde non plus. En vivant pauvrement, ceux qui n'avaient plus rien et surtout plus de raisons de vivre, se sont engagés à réaliser la construction d'un orphelinat dans votre pays. C'est un million de francs qu'ils mettent à la disposition de l'Afrique. Je peux témoigner que votre parole et votre histoire les ont convaincus. Pour eux et pour nous, vous êtes un vent de liberté, d'audace et d'ouverture à l'universel.

Au total, si l'on veut saisir le fil conducteur qui confère toute sa cohérence à la trajectoire d'Albert Tévoedjrè, il faut retenir que pour le croyant qu'il est : « ...une vie n'a de sens que dans le témoignage. Et le témoignage chrétien est celui de la Croix et de la Résurrection. » Parlant encore de cette Croix, l'ancien séminariste déclare :

Le scandale de la Croix, c'est le fait que la horde peut s'emparer d'un innocent, lui préférer Barrabas et donner libre cours à la violence gratuite. Cette réalité troublante qu'aucun historien sérieux, à ma connaissance, ne remet en cause, ne manque pas de me troubler. Ce qui me trouble encore plus, et profondément, c'est la puissance de l'événement à travers les siècles : deux mille ans! Et la Croix continue de susciter les plus grandes passions, la folie de millions de martyrs, le déchirement des foules, des héroïsmes sans nom. La mort d'un mage, d'un illuminé et même d'un innocent suffit-elle à déclencher un tel mouvement pendant 20 siècles? Socrate mis à mort injustement et atrocement a-t-il engendré cette révolution permanente? Je constate ainsi par l'histoire que la Croix est parole qui interpelle, scandale et folie qui émeuvent, puissance qui entraîne des générations.

Albert Tévoedjrè, le militant ou la passion des idées

L'engagement précoce dans la lutte revendicative menée en milieu étudiant, sur le plan syndical et sur le terrain politique offre à Albert Tévoedjrè l'occasion de faire éclore et s'épanouir des qualités cardinales qui ont noms : sens critique élevé, goût de la fronde et de la subversion, refus de l'humiliation d'où qu'elle vienne, soif de justice, attachement profond au respect de la dignité humaine et à la libération de l'homme de toutes les formes d'oppression... Toutes choses qui, à une période particulièrement effervescente où se préparent très activement çà et là les indépendances africaines, font d'Albert Tévoedjrè un militant de tout premier plan.

Le dirigeant de mouvements étudiants et le militant syndicaliste

À sa sortie du Séminaire, nanti du Brevet élémentaire, Albert Tévoedjrè fut admis au Lycée Van Vollenhoven de Dakar au Sénégal, capitale de l'ex-Afrique occidentale française (AOF), où,

¹ Cf. A. Tévoedjrè, *Compagnon d'Aventure*, Éditions Berger-Levrault, Paris, 1987.

après deux ans de scolarité, il devint titulaire des deux parties du baccalauréat. Au Lycée Van Vollenhoven, l'humaniste Tévoedjrè s'affirma davantage. C'est de Dakar qu'il tient cet autre surnom de « Bossuet » à lui décerné par ses anciens camarades, en souvenir de ses remarquables exposés sur de grands auteurs français tels que Pascal, Corneille ou Mallarmé.

Le baccalauréat en poche, Albert Tévoedjrè s'inscrit à l'Institut des Hautes Études de Dakar où il obtient le Certificat de propédeutique Lettres en 1953. La même année, il est nommé professeur adjoint au Lycée Delafosse à Dakar. Entre-temps, le jeune professeur se marie à une jeune dahoméenne, Isabelle Ekué, brillante universitaire comme lui et professeure au Collège moderne des jeunes filles de Dakar. Un an plus tard, les deux époux obtiennent une bourse pour continuer des études de lettres à l'Université de Toulouse. C'est, sans aucun doute en France que Tévoedjrè découvre sa vocation d'historien et de militant. En effet, il y poursuit de brillantes études couronnées par une Licence d'histoire et géographie et un Certificat d'études supérieures d'histoire coloniale. Parallèlement, il se mêle beaucoup à l'action des étudiants africains en France dont il devient l'un des principaux dirigeants.

Au sein du Bureau de la Fédération des étudiants d'Afrique noire francophone (FEANF), Albert Tévoedjrè exerce notamment les fonctions de Secrétaire général adjoint du mouvement et de Rédacteur en chef de la revue *L'Étudiant d'Afrique noire*. Certains de ses éditoriaux contre le régime colonial sont restés célèbres. Ardent militant de l'indépendance africaine, il se voit inculpé d'atteinte à la Sûreté intérieure de l'État français et sera bientôt contraint à la clandestinité, agacé par les multiples perquisition de la police toulousaine; il trouve refuge et sécurité en Suisse. Mais auparavant, il est nommé professeur délégué à l'École normale d'institutrices de Cahors en France où, de 1957 à 1958, il enseigne l'histoire et la géographie dans les classes préparatoires au baccalauréat.

En Suisse où, après Toulouse et Cahors, il passe plusieurs mois, Albert Tévoedjrè poursuit encore d'excellentes études. Il y décroche une Licence de sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg, en même temps qu'il est déclaré lauréat de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales de Genève.

En 1958, Albert Tévoedjrè publie *L'Afrique révoltée*, sorte de manifeste politique, qui le fera davantage connaître et qui pose, entre autres, le problème de l'Afrique des Anciens et des Modernes. S'il admet la nécessité d'une collaboration avec la vieille génération, celle de ses aînés, s'il admet qu'il faut assurer une transition entre les deux périodes, Tévoedjrè n'en prône pas moins une véritable promotion internationale de l'Afrique débarrassée des complexes du sous-développement matériel et intellectuel. Ceci l'amène à fonder avec le Voltaïque Joseph Ki Zerbo, le Nigérien Dicko Amadou, le Guinéen Telli Diallo (qui plus tard deviendra Secrétaire général de l'OUA), le Sénégalais Daniel Cabou, tous historiens et condisciples de Tévoedjrè, et quelques autres, le Mouvement de libération nationale. Le MLN revendique l'indépendance politique des territoires africains et préconise la constitution des États-Unis d'Afrique ainsi que l'édification d'un socialisme basé sur les réalités locales. Dans son propre pays, Albert Tévoedjrè travaille dans ce sens, ce qui lui vaut, une fois de plus, les ennuis du Tribunal.

Par ailleurs, pour marquer son attachement viscéral aux problèmes sociaux, Albert Tévoedjrè crée, avec son épouse alors qu'ils étaient en Suisse, le Mouvement « Promotion Africaine », ligue d'action directe contre la misère en Afrique noire et pour la formation accélérée de dirigeants

sociaux. Plus tard, ce mouvement fusionnera avec l'action en Afrique de l'Union suisse des coopératives.

On ne peut véritablement appréhender et apprécier à sa juste valeur l'action militante d'Albert Tévoedjrè que si l'on se réfère un tant soit peu aux fondements doctrinaux, philosophiques et spirituels qui la sous-tendent. Ces valeurs, il les a souvent exprimées sous la forme d'une profession de foi. À ce sujet, on peut lire sous sa plume ceci :

J'ai donc une conscience très aiguë de ma négritude qui, parfois, me met plus proche et me rend plus fier d'un Harold Washington, maire de Chicago, que de bien des dignitaires de mon propre continent. Je me sens ainsi une responsabilité vis-à-vis de moi-même et de mes frères africains, responsabilité qui me conduit à toujours rechercher l'homme universel en moi. Aussi, ai-je résolu de ne jamais laisser passer une occasion de revendiquer cette vocation profonde, de lutter contre une conception partielle et partiale de l'homme et de convaincre d'abord l'Africain lui-même de sa libération¹.

Ainsi, Albert Tévoedjrè ne manque pas de se référer à la négritude comme une donnée de base dans ses racines et dans son action :

L'Africain que je suis est engagé à mériter pleinement son identité. Il ne veut et il ne peut ignorer ses origines, les tourments de son peuple, l'exode permanent qui en fait aujourd'hui le nouveau peuple de Dieu.

De même, parlant de la nécessité pour lui de poursuivre le raffermissement de son engagement en tant qu'Africain et fonctionnaire international, Albert Tévoedjrè écrit :

En ces deux différents domaines, je tiens à évoquer une personnalité qui m'a beaucoup apporté. Il s'agit d'Aimé Césaire, poète martiniquais qui occupe une place de choix dans ma bibliothèque. Il a exprimé avec tant de force et tant de justesse ce que les Nègres pensent, souffrent et crient au fond d'eux-mêmes! Sans lui, ma formation serait encore plus incomplète... Je demande à tout jeune Africain qui entre dans la vie d'étudier, de méditer Césaire. Il apprendra là ce que signifie être Noir, être petit-fils d'esclave aujourd'hui, à l'aube du 21^e siècle.

Mais, par dessus tout, en tant que chrétien, Albert Tévoedjrè reste convaincu que conversion et subversion vont de pair : « Et qu'est-ce que la conversion, s'interroge-t-il, sinon une subversion par rapport à tout ordre établi et en vue d'une nouvelle vie? La conversion est le refus des idoles, le pouvoir de domination est une idole; la subversion est la lutte contre les pouvoirs idolâtrés. »

Faisant sien ce principe de vie d'un disciple de Saint-François selon lequel « l'homme humilié par l'homme n'est pas voulu de Dieu », Albert Tévoedjrè pense que l'homme exploité par l'homme n'est pas dans la volonté de Dieu. « Il faut, dit-il, refuser radicalement une telle oppression, même si le pouvoir en place apparaît fort. » Il s'en explique :

Je ne propose pas la témérité. J'opte pour le droit de l'espérance, qui sait dire non à toutes les formes d'imposture. Au reste, la leçon définitive du livre de l'Exode est que Dieu prend parti contre toute exploitation, toute oppression, toute aliénation de l'homme par l'homme. Nous avons à assumer résolument la même prise de parti.

Et de témoigner :

¹ A. Tévoedjrè, *Mes certitudes d'espérance*, Les Éditions Ouvrières, Paris, 1984.

En bien des circonstances, j'ai été conduit à dire non. Cela m'a coûté. En définitive, j'en ai toujours, en conscience, tiré un bonheur serein. Le passage a été difficile, mais il n'a jamais abouti à une impasse. Car la révolte est parfois un devoir. Aucun progrès véritable ne se fait sans l'exercice du droit à la révolte légitime. Le chrétien est aussi un homme révolté. Car il est sans cesse appelé à la conversion et il a le devoir d'y appeler autrui.

Sur le plan syndical, Albert Tévoedjrè se fait également remarquer par son militantisme. En 1959, il est élu Secrétaire général adjoint du Syndicat national du Dahomey et membre au Bureau exécutif de l'Union générale des travailleurs du Dahomey. À ce titre, il est désigné pour représenter la Fédération de tous les Enseignants d'Afrique au Congrès des instituteurs de France en juillet 1960.

Le dirigeant-fondateur de partis politiques

La création par Albert Tévoedjrè du Mouvement de libération nationale (MLN) marque, dans une certaine mesure, l'entrée effective de l'ancien dirigeant de la FEANF et militant syndicaliste dans la vie politique de son pays. C'est donc tout naturellement que le 4 novembre 1960, le Président Hubert Maga fait appel à lui au sein du tout premier gouvernement de la République du Dahomey nouvellement indépendante. Albert Tévoedjrè se voit confier le Département de l'Information, de la Presse et de la Propagande avec le titre de Commissaire général. Mais auparavant, le 16 octobre 1960, le futur jeune ministre avait déjà été élu Secrétaire général adjoint du Rassemblement démocratique du Dahomey (RDD), parti ayant porté le Président Hubert Maga au pouvoir, à la suite d'un rapprochement intervenu entre cette organisation et le MLN. Poursuivant son ascension, Albert Tévoedjrè sera élu, le 13 novembre 1960, au poste de Secrétaire administratif lors du Congrès constitutif du Parti dahoméen de l'unité (PDU), nouveau regroupement de partis politiques dont le RDD.

Mais, cette ascension ne fut que de courte durée, ainsi qu'en témoignent ces propos de Léopold Sédar Senghor : « Universitaire de tempérament comme de culture, Albert Tévoedjrè sera vite déçu par les intrigues et autres fluctuations de la vie politique. C'est pourquoi, dès 1963, il quitte la vie politique pour revenir à l'Université. » Il aura été, en moins de trois ans, successivement Commissaire général à l'information, à la presse et à la propagande, Secrétaire d'État à la Présidence de la République, Chargé de l'information et Secrétaire général de l'Union africaine et malgache (UAM) naissante. De 1963 à 1965, Albert Tévoedjrè est chargé de recherche à l'Université américaine de Harvard. Il se consacre également à la préparation de sa thèse de doctorat à l'Université de Fribourg (Suisse).

À partir de 1965, il intègre, en qualité d'expert en planification de la main-d'œuvre, le Bureau international du travail (BIT). En moins d'une décennie, il gravit tous les échelons de cette institution dont il devient en 1974, le Directeur général adjoint, poste qu'il occupe jusqu'en décembre 1983. Dès cet instant, Albert Tévoedjrè décide de faire une halte essentiellement consacrée à la réflexion et à l'écriture et au terme de laquelle, les vieilles blessures s'étant certainement cicatrisées, il décide de s'intéresser de nouveau à la politique. Nous sommes alors en 1990, juste au lendemain de l'historique Conférence des forces vives de la nation qui marque l'avènement du Renouveau démocratique au Bénin et en Afrique.

Invité à cette conférence en qualité de personnalité, Albert Tévoedjrè est désigné comme Rapporteur général. Il présente à l'issue des dites assises un rapport qui lui vaut bien des sympathies. Retrouvant ses vieux réflexes d'homme politique averti, Albert Tévoedjrè se prend alors à rêver; il veut aller beaucoup plus loin car il nourrit de plus grandes ambitions pour son pays. Dans la foulée, il crée le Rassemblement national pour la démocratie (RND) avec quelques anciens ténors de la politique nationale tels que le Bâtonnier Joseph Kèkè, l'ancien Chef d'État, feu Justin Ahomadégbé, et Théophile Paoletti, pour ne citer que ceux-là. Il en est exclu quelques mois plus tard, à la suite d'une conférence radiodiffusée animée par lui, au cours de laquelle, il exprime en des termes à peine voilés son intention de se présenter aux présidentielles de 1991. Désormais isolé mais plus que jamais déterminé à poursuivre le combat engagé, Albert Tévoedjrè se tourne vers le comité de soutien à son action alors animé par Maître Alfred Pognon, avocat de renom bien connu pour son franc-parler, et le diplomate Gratien Pognon, opposant irréductible du Président Mathieu Kérékou pendant la période révolutionnaire. En octobre 1990, sous la dénomination de « Notre Cause commune » (NCC), ce mouvement devient officiellement parti politique et porte à sa tête Albert Tévoedjrè. C'est véritablement le début d'une renaissance politique qui va durer presque une décennie et laisser dans l'inconscient collectif des Béninois une empreinte indélébile.

En effet, en tant que Président du Parti « Notre Cause commune », Albert Tévoedjrè, comme nous le verrons plus loin, sera amené, de 1990 à 1999, à jouer un rôle de tout premier plan dans le déroulement du processus du renouveau démocratique au Bénin : il sera successivement membre du Haut-Conseil de la République, candidat malheureux aux élections présidentielles de mars 1991, député à l'Assemblée nationale et Président de Commission, ministre du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi.

Albert Tévoedjrè, l'intellectuel authentique ou le parti pris de la réflexion permanente, anticipatrice, agissante et émancipatrice

Par vocation, par tempérament et par éducation, Albert Tévoedjrè se définit avant tout comme un intellectuel au sens le plus noble du terme. Universitaire de renom, il est l'auteur de nombreuses publications à travers lesquelles il s'est employé inlassablement à promouvoir une culture de la réflexion permanente, anticipatrice, agissante et émancipatrice. On doit à cet éveilleur des consciences à la vision prophétique une multitude de concepts particulièrement novateurs et féconds qui ont fait la preuve de leur pertinence en matière de résolution des problèmes liés au développement durable. On lui doit également d'avoir su faire acquérir, à l'échelle mondiale, notamment dans le cadre des instances de l'Organisation des Nations Unies, ses lettres de noblesse à une nouvelle discipline : la prospective sociale.

L'enseignant-chercheur

L'enseignement et la recherche se trouvent au cœur de la vie d'Albert Tévoedjrè dont ils constituent sans aucun doute des éléments structurants majeurs. Ils représentent en quelque sorte une seconde nature pour ce fils de catéchiste, donc d'enseignant de la parole de Dieu, qui de surcroît, s'est très tôt abreuvé aux sources de l'enseignement confessionnel alors animé par des pères missionnaires catholiques, considérés pour la plupart comme des pédagogues, des humanistes et des hommes de culture hors pair.

À propos du choix d'une profession, Albert Tévoedjrè écrit d'ailleurs :

C'est une grande chance pour nous de pouvoir choisir un métier. Les hommes et les femmes, en général, veulent travailler pour gagner leur vie. Ce n'est pas nécessairement ou toujours la création d'une œuvre qui les motive. C'est un privilège de pouvoir être créateur, réaliser une œuvre. Quand cette chance nous est donnée, elle doit se transformer en témoignage.

Ce fut donc essentiellement par vocation qu'Albert Tévoedjrè embrassa en 1953, en tant que professeur de lycée, sa carrière enseignante qui, selon ses propres dires, fut certes assez brève dans son pays, mais passionnante et enrichissante. De ses anciens élèves, qui sont presque tous restés des amis, il écrit :

Certains me rappellent encore des moments privilégiés où notre communication fut intense. J'enseignais l'Histoire et donc l'Affaire Dreyfus, la traite des Noirs, les motivations sociales des révolutions dans le monde, etc. Je tirais des conclusions pour la vie, rappelant par exemple ce proverbe sanscrit : « Ceux qui oublient le passé sont condamnés à le revivre. »

Nombreux sont les témoignages émanant de personnalités hautement autorisées sur les qualités exceptionnelles de pédagogue d'Albert Tévoedjrè. Ainsi, à l'issue d'une inspection inopinée dans l'une des classes préparatoires au baccalauréat dont le jeune historien avait la charge, l'Inspecteur Général Prigent fera le compte-rendu suivant : « Le cours du professeur est bien préparé et présente des qualités de clarté et de précision; je considère que les résultats déjà obtenus par M. Tévoedjrè sont fort estimables et font la preuve de la conscience et de la culture de ce jeune maître. » Plus tard, au Lycée Victor Ballot de Porto-Novo où il enseigna de 1959 à 1960, Albert Tévoedjrè connaît également un grand succès auprès des Inspecteurs généraux. M. Roger Pons écrira à son sujet après une inspection en classe de première : « M. Tévoedjrè est un professeur doué : intelligence vive, sens de l'adaptation, de l'aisance, de l'action, une voix souple et exercée, de la variété dans le ton, une autorité naturelle... J'ai retrouvé en lui, confirmées et étoffées, les qualités que signalait déjà son premier rapport d'inspection générale. »

Plus tard, notamment après son départ du Secrétariat général de l'UAM en 1963, Albert Tévoedjrè donne des cours et dirige des séminaires de science politique à l'Institut africain de Genève et à l'Université Georgetown de Washington D.C. Ensuite, après une thèse de doctorat en sciences économiques et sociales à l'Université de Fribourg et une expérience de recherche à l'Université de Harvard et au célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Boston aux USA, il accède au professorat d'université en science politique. Il enseigne alors successivement à la Northwestern University à Evanston en Illinois, au Département de science politique à la Sorbonne en France, à l'Université de Côte d'Ivoire à Abidjan, cumulativement avec ses responsabilités au BIT.

De 1984 à ce jour, Albert Tévoedjrè est resté très actif dans les milieux intellectuels. En marge de ses occupations d'ordre politique, il partage son temps, dans le cadre de l'animation du Centre panafricain de prospective sociale (CPPS) qu'il a créé en 1987, entre des activités de consultation dans le domaine du développement durable, la recherche et l'enseignement de rang doctoral (à distance ou sur site) dans des universités et institutions de sciences politiques et économiques.

En somme, entre Albert Tévoedjrè et l'enseignement, existent une authentique histoire d'amour, un lien affectif puissant et indéfectible, une passion dévorante et sans limite que l'intéressé tente d'exprimer en ces termes :

Ce métier exigeant de communiquer, d'interroger, d'éveiller, je le trouve mien et j'espère encore m'y consacrer tout à fait avant qu'il ne soit trop tard¹. C'est le seul, en effet, dans lequel je trouve une vocation : celle de prolonger l'œuvre de création et de participer ainsi à une action de l'Esprit. Que mon épouse² ait éprouvé le même appel m'a toujours réjoui et réconforté. C'était en vérité le fondement de notre rencontre.

L'écrivain engagé

L'un des traits caractéristiques d'Albert Tévoedjrè est sa passion pour l'écriture sous toutes ses formes, dont il use avec un rare bonheur et une aisance déconcertante et qui devient, entre ses mains de virtuose et de rhétoricien chevronné, à la fois une redoutable arme de combat (dans son refus obstiné de l'oppression et de l'humiliation de l'homme africain), un outil de dialogue et de persuasion, une prière, le véhicule privilégié pour l'expression et la diffusion de ses idées, de ses rêves et angoisses, de ses aspirations, de ses joies et peines, de sa vision du monde.

Ce qui frappe avant tout chez Albert Tévoedjrè, tant à travers ses écrits que dans ses prises de parole en public, c'est la justesse du ton, la force de conviction, la truculence du verbe ainsi que la charge émotive qui s'en dégage. Son discours est truffé de références bibliques, philosophiques et historiques, témoins de sa triple formation de séminariste, d'historien et d'ancien militant.

De son séjour au Séminaire Saint-Gall de Ouidah, lui sont sans doute restés un goût prononcé du paradoxe et des raccourcis saisissants qui ne laissent jamais indifférent; un sens exacerbé de la formule : la formule qui provoque, choque, surprend, interpelle, accuse, motive, mobilise; la formule qui insuffle vie, dynamisme et espoir; la formule qui pousse à la méditation, à la prise de conscience radicale, à la réflexion agissante, à l'action transformatrice.

À titre d'exemple, citons pêle-mêle, quelques-unes de ces formules qui, telles des leitmotifs, reviennent presque constamment dans le discours d'Albert Tévoedjrè :

« L'homme humilié de l'homme n'est pas voulu de Dieu » : cette réflexion d'un disciple de Saint-François est citée par Albert Tévoedjrè, notamment dans son livre *Mes certitudes d'espérance* et dans le *Rapport Tévoedjrè sur l'Afrique et les enjeux du troisième millénaire* qui par ailleurs porte le titre évocateur de « Vaincre l'humiliation ».

« Quand l'intelligence déserte le forum, la médiocrité s'installe et tout finit en dictature » : ces propos de Denis de Rougemont, l'un de ses maîtres à penser, apparaissent notamment dans le Rapport général présenté par Albert Tévoedjrè à la Conférence des forces vives de la nation de février 1990 et dans la pétition lancée par ce dernier en décembre 2002 sur la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire.

¹ Ces propos sont tirés de l'ouvrage intitulé *Mes certitudes d'espérance* (op. cit.), publié en 1984, au lendemain du départ d'Albert Tévoedjrè de la Direction générale du BIT auquel il a consacré vingt ans de sa carrière de haut fonctionnaire international : il est alors âgé de 55 ans.

² Isabelle Ekué, l'épouse d'Albert Tévoedjrè, est fille d'instituteur et également professeure de lettres.

« Nous avons vaincu la fatalité » : cette formule prononcée telle une incantation par Albert Tévoedjrè dans la conclusion de son célèbre Rapport général à la Conférence nationale reste à jamais gravée dans la mémoire collective des Béninois.

« Seul ce qui fait mal, très mal, saisit l'homme tout entier et accélère le processus d'irruption de l'esprit en lui » : cette pensée du philosophe allemand Friedrich Nietzsche est citée par Albert Tévoedjrè, notamment dans l'introduction au *Rapport sur l'Afrique et les enjeux du troisième millénaire* et dans son allocution introductive au Colloque des intellectuels africains sur la paix en Côte d'Ivoire.

« La pauvreté, richesse des peuples » : c'est le titre paradoxal d'un ouvrage-phare d'Albert Tévoedjrè qui traite, selon une approche très originale, voire inédite, de la question d'un nouvel ordre économique international.

Ainsi donc, à son lectorat et à son auditoire, Albert Tévoedjrè laisse généralement l'image du prêtre face à ses ouailles, du maître d'école ou de l'enseignant devant ses élèves. Ceci trahit une vocation certaine d'éclaireur et de meneur d'hommes, une certaine tendance naturelle à « prendre les autres en charge pour les faire grandir » : telle du moins se définit l'autorité selon Albert Tévoedjrè pour qui, « ici, la joie de l'acte se suffit pleinement à elle-même ».

À cet égard, il mérite bien le surnom de « Bossuet » qui lui fut attribué au début des années 1950 par ses condisciples du Lycée Vanvollenhoven de Dakar, en référence à ses grandes qualités d'orateur et de surdoué des humanités gréco-latines. Il n'est d'ailleurs pas superflu de signaler que très tôt habité par le souci de parfaire sa culture de littéraire, Albert Tévoedjrè avait suivi pendant quelque temps des cours de diction au Conservatoire d'art dramatique de Toulouse pendant qu'il était encore étudiant dans cette ville. Toutes ces qualités vont lui permettre, dès la fin des années 1950, de se forger une solide réputation d'homme de culture. En effet, il anime de nombreuses conférences en France, en Suisse, en Allemagne, à la Télévision canadienne, etc. Il participe, notamment en tant que délégué de la Société africaine de culture, à diverses rencontres internationales :

- Congrès des écrivains du Monde Noir à Paris en 1957;
- Congrès des écrivains afro-asiatiques à Tachkent (Union soviétique) en 1958;
- Congrès des écrivains du Monde Noir à Rome en 1959.

Mais c'est surtout après les indépendances, et notamment au cours de la période comprise entre 1963 et 1984, que la carrière d'écrivain d'Albert Tévoedjrè connaîtra son plein épanouissement. Il laisse à la postérité une œuvre foisonnante et diverse qui rend compte de la richesse de sa pensée et de sa précieuse contribution au développement de l'Afrique ainsi qu'à la résolution des problèmes majeurs de son temps. L'annexe 2 présente une brève recension¹ des principales publications d'Albert Tévoedjrè et donne un aperçu de l'œuvre monumental de cet auteur à la réflexion féconde.

¹ Cette recension s'inspire essentiellement des résumés des principaux ouvrages d'Albert Tévoedjrè tels que présentés sur le site Internet personnel de l'auteur (www.tevoedjre.net). Le lecteur intéressé par un approfondissement de son œuvre pourra se reporter utilement aux indications bibliographiques fournies dans la présente étude.

Le prospectiviste

L'on a souvent appelé Albert Tévoedjrè « le déchiffreur d'avenir ». Et pour cause. En effet, au-delà de son « goût profond proprement vocationnel¹ » pour l'enseignement et la recherche et sa passion pour l'écriture engagée, ce qui fait l'originalité de cet intellectuel accompli, c'est sa hantise du futur, du devenir des sociétés contemporaines d'Afrique et d'ailleurs, de plus en plus confrontées aux nombreux défis et périls de tous ordres, économique, social, politique, culturel, technologique, éthique..., nés de l'accélération sans précédent de l'histoire.

Cette obsession qui habite en permanence Albert Tévoedjrè, est omniprésente dans l'ensemble de son œuvre où elle apparaît tantôt de façon explicite, tantôt en filigrane. Elle va le conduire à faire reconnaître et inscrire la prospective sociale au cœur des préoccupations des instances onusiennes. C'est ainsi qu'à l'issue du « Colloque mondial des Nations Unies sur les implications sociales d'un nouvel ordre économique international » qu'il organise à Genève en janvier 1976 dans le cadre de l'Institut international d'études sociales qu'il dirige alors cumulativement avec ses fonctions de Directeur général adjoint du BIT, Albert Tévoedjrè crée l'Association mondiale de prospective sociale (AMPS). Il s'agit d'un organisme auquel est assignée la mission d'encourager la réflexion sur les priorités sociales de notre temps en vue d'un avenir mondial moins morose. Son Secrétaire général, Albert Tévoedjrè en fera la description suivante :

Le mouvement a été créé globalement pour faire échec à tout ce qui exploite l'homme dans ses faiblesses et le déshonore dans ses différences. Mais cet organisme n'est pas une tribune où l'on dénonce uniquement ce qui abaisse l'homme. Nous essayons de saisir ce que j'appellerais les pulsions de notre univers pour agir dès maintenant en prévision d'un avenir qu'il nous faut améliorer. Car des maladies sociales menacent l'humanité : villes incontrôlables, chômage, torture, toxicomanie, sous-développement, etc. Nous voulons envisager toutes ces maladies les unes après les autres pour trouver des remèdes. Mais dans ce but, nous devons en priorité établir un contrat de solidarité entre les peuples, les nations, les pays, un contrat qui incarne précisément l'unité dans la diversité.

À propos de l'utilité de la prospective sociale pour les pays du Sud en particulier, Albert Tévoedjrè déclare :

La prospective pour notre développement, c'est imaginer que nous pourrions vraiment vivre autrement... La prospective est le seul instrument qui nous enjoint de réfléchir et d'agir en fonction de notre avenir défini hors de la pression du manipulateur quotidien. Charles Péguy nous l'a appris : « L'heure qui sonne est sonnée, le jour qui passe est passé. Demain seul reste, et les après-demains. » Si nous rejetons le courage et la chance de la prospective, nous récoltons la sanction et la faillite. C'est cela que signifie, aujourd'hui, l'endettement qui nous asservit et la famine qui nous tue.

À ceux qui pourraient le taxer d'utopie dans son aventure prospectiviste, Albert Tévoedjrè répond :

Utopie, dira-t-on ! Je crois à cette utopie qui signifie prospective. Imaginez donc la panique dans certains cercles de l'Est ou de l'Ouest si aujourd'hui quelques pays du Tiers-monde (je ne dis même pas tous) refusaient de continuer à s'approvisionner en armes... qu'ils n'utiliseront jamais !

¹ Cette expression est de René COSTE, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, dans un témoignage paru dans l'ouvrage intitulé *Albert Tévoedjrè, Compagnon d'Aventure*, volume de mélanges en hommage à ce dernier, publié en 1987 aux Éditions Berger-Levrault.

De tels propos n'étonnent pas de la part de l'auteur de *Mes certitudes d'espérance* qui confesse par ailleurs :

Je crois aux gens qui rêvent! Et qui, en rêvant, permettent de refaçonner l'environnement, le pays, le monde. J'ai par contre, une certaine pitié pour les hommes qui ne rêvent pas. Car ils n'inventent rien et je ne voudrais pas être à la place de celui qui n'a aucun grand dessein.

J'ai souvent la réponse à mes problèmes le matin, au réveil. Mes rêves constituent un travail véritable au cours duquel il m'est suggéré la formule originale pour me sortir d'un passage étroit. La réponse est toujours à créer. Sans rêve, je serais stérile.

Et sans rêve, le monde serait totalement misérable. Le mot rêve signifie pour moi cette utopie créatrice, qui se rapproche de la foi. Le monde change à partir de quelques hommes, peu nombreux, mais qui sont animés de beaucoup de foi.

Voilà pourquoi Léopold Sédar Senghor écrira :

Albert Tévoedjrè, homme de culture habité par le rêve d'une société toujours plus solidaire, n'est pas un marginal isolé de la réalité : l'un des traits marquants de notre compagnon, c'est le sens qu'il a de l'action méthodique, patiente et soutenue. On s'en aperçoit à tous les postes qu'il occupe, aux propositions qu'on lui doit, aux initiatives qu'il promeut.

À partir du 1^{er} janvier 1984, Albert Tévoedjrè va se consacrer presque exclusivement à l'AMPS qui sera à l'origine d'une multitude de réalisations concrètes surtout dans le domaine de l'humanitaire : lutte contre la faim et pour l'éradication de diverses pandémies à travers le monde, etc. « Je pourrais dire, écrit-il, que c'est une association de défense de l'espérance! Car notre projet est d'analyser la situation du monde, de prospecter un avenir possible et souhaitable afin de faire surgir et de proposer ce que l'on peut considérer comme des solutions d'espérance en des domaines actuellement bloqués. »

Fort de tous ces acquis et soucieux d'ancrer plus solidement cette réflexion menée depuis plus d'une décennie dans l'action quotidienne de transformation sociale, Albert Tévoedjrè fonde en 1987 le Centre panafricain de prospective sociale (CPPS). Cette nouvelle institution deviendra désormais une sorte d'antenne régionale, l'organe exécutif de l'AMPS en Afrique.

Entre-temps, vint la consécration : en 1987, Albert Tévoedjrè et l'AMPS dont il est le créateur se voient décerner la Médaille internationale humanitaire par l'Institut international de promotion et de prestige (IIPP). Ainsi, à la suite du professeur de médecine sud-africain Christian Barnard pour la première transplantation cardiaque, la Fondation Curie en France, l'Association Terre des Hommes en Suisse, Action-aid au Royaume-Uni, l'institution scientifique décidait d'honorer l'AMPS pour ses propositions éminemment novatrices concernant la coopération, le développement et les transformations sociales. De l'avis de Jean de Givry, l'un de ses anciens collaborateurs au BIT, « les hommages rendus à Albert Tévoedjrè à cette occasion témoignent de l'incontestable rayonnement de sa personnalité auprès d'hommes et de femmes de races, de croyances et de conditions sociales les plus diverses, dont il se sent véritablement le frère, et qui voient en lui non seulement un homme d'action passionné, doué de remarquables qualités d'initiative, de créativité et de ténacité, mais surtout un homme de cœur, un homme de foi et un porteur d'espérance ».

Mais comme le fait si justement remarquer Albert Ekué, un de ses compagnons de toujours, « Albert Tévoedjrè est de ceux qui considèrent que la pensée en elle-même n'est pas une fin en

soi. Pour atteindre sa plénitude, elle doit s'incarner dans les réalités du monde. Inventer le futur, semer des idées, oui certes. Mais c'est à l'homme d'action de leur donner vie ». Un tel constat prend tout son sens pour peu que l'on s'intéresse à l'homme d'État et au haut fonctionnaire international que fut Albert Tévoedjrè : ce sera l'objet des deux derniers chapitres de la présente étude.

Albert Tévoedjrè, l'homme d'État ou la vocation du service public¹

La dimension d'homme d'État d'Albert Tévoedjrè recouvre une réalité plurielle. Elle s'entend des principales responsabilités gouvernementales et para-étatiques exercées tout au long de sa carrière par un homme de service public qui aura été :

- Secrétaire d'État à l'Information dans le tout premier gouvernement du Dahomey indépendant,
- Secrétaire général de l'Union africaine et malgache (UAM),
- Témoin privilégié du Renouveau démocratique au Bénin,
- Ministre du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi du Bénin, sous le Président Mathieu Kérékou.

Le Secrétaire d'État à l'Information

À l'accession du Dahomey à l'indépendance en 1960, Albert Tévoedjrè est nommé Commissaire général à l'information à la presse et à la propagande du gouvernement alors dirigé par le Président Hubert Maga. Animé de la foi qui l'a toujours caractérisé, il entreprend résolument de faire de ce ministère qui lui est confié un département-clé, la vitrine du nouveau gouvernement.

Pour ce faire, Albert Tévoedjrè dote son département de deux directions techniques, l'une pour la presse écrite et l'autre pour la radiodiffusion; il s'entoure d'une équipe de jeunes collaborateurs tout aussi instruits et compétents que dynamiques et dévoués : Léon Akpoe, Gaston Agboton, René Dossa, Jean Saka, René Ewagnignon, Simon André, Jérôme Azandégbé, Hubert da Piedade et Albert Ekué qui deviendra plus tard Directeur de l'Éducation et de la culture à l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba avant d'être nommé Directeur de l'École internationale de Bordeaux en France. Les services de l'information existaient certes depuis quelques années, mais la presse officielle, initialement conçue pour servir avant tout les intérêts de la puissance coloniale, était souvent délaissée au profit de quelques quotidiens de fabrication artisanale, vendus à la criée et généralement trop partisans pour être des organes d'information fiables. Il urgeait donc de moderniser lesdits services et de leur conférer davantage de professionnalisme pour les mettre véritablement au service de la Nation.

La principale ambition du jeune ministre était de sauvegarder la santé morale du pays en informant objectivement tous les citoyens, en établissant un courant continu entre le sommet et la base. Dans cet ordre d'idées, on assiste à des innovations hardies. Il en est ainsi, par exemple, du commentaire hebdomadaire signé du Commissaire général à l'Information sous le titre « Où en

¹ Les deux premières sections de ce chapitre s'inspirent essentiellement du tout premier récit biographique sur Albert Tévoedjrè publié en 1963 par Albert Ekué sous le pseudonyme d'Edouard Koffi Johnson. Cet opuscule intitulé *Albert Tévoedjrè, témoin de l'Afrique moderne*, a fait l'objet d'une réédition en 2000.

sommes-nous? ». En même tant qu'il dressait un bilan de l'actualité, ce commentaire radiodiffusé proposait également un aperçu des perspectives d'avenir qui s'offraient au jeune État dahoméen. Il reçut un accueil très favorable de l'opinion publique dans la mesure où il permettait de faire le point, de marquer les étapes, de dénoncer les tares, de combattre les rumeurs sans fondement, d'insuffler à la population l'esprit nouveau de construction nationale. Dans ce nouveau rôle, l'ancien dirigeant de la FEANF devait se sentir parfaitement dans son élément, lui qui, quelques années plus tôt, avait eu à exercer avec brio les fonctions de rédacteur en chef du journal *L'Étudiant d'Afrique noire*.

En avril 1961, Albert Tévoedjrè est promu Secrétaire d'État à la Présidence de la République chargé de l'Information. Cette nomination qui constitue une marque renouvelée de sympathie du Chef de l'État, intervient à un moment où il se prépare à effectuer une série de missions à travers l'Europe. Dans le compte rendu qu'il fit de l'une de ces missions, on pouvait lire : « Partout, nous avons pu apprécier la puissance de l'information et la place de choix qui lui est réservée dans les pays visités. Nous avons pu mesurer par la même occasion tout le chemin à parcourir dans ce même secteur d'activité en constatant notamment combien notre pays était peu connu en Allemagne, en Angleterre ou en Italie. »

Pour combler cette lacune, Albert Tévoedjrè décide de donner une nouvelle impulsion à son action en faisant désormais de l'information le fer de lance de la diplomatie dahoméenne naissante. Il met à contribution aussi bien la presse nationale que les journaux étrangers. Diverses publications se chargent ainsi de faire connaître dans le monde ce jeune État africain qu'est le Dahomey. Dans cette lignée d'écrits, le chef-d'œuvre reste sans conteste *Terre Dahoméenne*, ouvrage primé en 1961 à Paris parmi les meilleurs livres publiés sur l'Afrique. Au nombre des principales retombées de ces différentes initiatives, on peut citer entre autres : l'établissement de relations diplomatiques avec la Suède, le don par les coopératives autrichiennes d'importants équipements audio-visuels, le séjour au Dahomey de missions économiques scandinaves. Sur le plan interafricain, Albert Tévoedjrè joue également un rôle éminent. En effet, participant au nom du Dahomey à la réunion des Ministres de l'Information à Abidjan en septembre 1961, il fut l'un des défenseurs de l'adhésion des États du Groupe de Monrovia à l'Union des radiodiffusion et télévision africaines (URTNA). Un observateur averti de l'époque n'hésita pas à écrire :

Quand cet homme était à l'information, l'écho de sa voix nous parvenait, fier dans sa jeunesse, énergique et fervent... Le peuple est fier de ses fils lorsqu'ils savent se montrer dignes de lui et consacrer leur existence pour la défense de ses justes intérêts matériels et humains.

Le Secrétaire Général de l'Union africaine et malgache

En novembre 1961, le Président Hubert Maga, le Gouvernement et le Parti Dahoméen de l'Unité (PDU) proposent Albert Tévoedjrè au poste de Secrétaire général de l'Union africaine et malgache (UAM) qui vient de naître. Le fervent défenseur du panafricanisme, auteur de *L'Afrique révoltée* et dirigeant-fondateur du Mouvement de libération nationale s'était déjà suffisamment fait connaître et apprécié de la plupart des responsables des États membres de l'UAM. Sa candidature fut donc retenue sans la moindre difficulté. La nouvelle de cette nomination fut accueillie avec satisfaction, notamment à l'Assemblée nationale du Dahomey dont un membre éminent, M. Francis Covi devait déclarer : « Nous nous réjouissons de ce choix qui honore la République et flatte notre orgueil dahoméen. Nous savons pouvoir compter sur les hautes qualités de notre distingué Ministre et sur son dynamisme à toute épreuve pour occuper ce poste et remplir ces

fonctions avec une dignité et une compétence à la mesure des vues et des perspectives de l'UAM. »

Voici l'appréciation que fera de cet événement Albert Tévoedjrè lui-même, plus de 20 ans après :

Le nouveau poste auquel j'étais appelé me permettait de mettre à l'épreuve l'un de mes grands rêves. Je n'ai jamais cru à la mosaïque des minuscules États dépendants que nous constituons sur le continent africain. Je considère que, dans un monde où dominent de grands ensembles (les États-Unis, l'Union Soviétique, la Chine, l'Europe en quête de sa propre unité), nos pays ont peu de chance de survivre dans leurs frontières actuelles. Je me voyais donc l'instrument de ce que j'avais toujours voulu : les États-Unis d'Afrique! Je me suis voué corps et âme à cette organisation, visitant toutes les capitales des États membres de l'UAM, rencontrant les responsables à tous les niveaux. J'eus la chance d'approcher des hommes de premier plan et de participer à ce qui pouvait être une grande Espérance.

En mai 1962, partagé entre ses nouvelles fonctions et ses responsabilités de ministre de l'Information, Albert Tévoedjrè écrivit au Président Maga :

Le dynamisme de la jeunesse s'épuiserait, la santé la plus robuste s'étiolerait, nos résultats diminueraient si je persistais à cumuler des charges aussi importantes, aussi absorbantes l'une que l'autre, maintenant surtout que, grâce à votre soutien constant, se trouvent à peu près réunies toutes les conditions essentielles au bon fonctionnement du Secrétariat général de l'UAM.

Le Président Hubert Maga lui répondit alors :

Ce n'est pas sans regret que j'accède à ce désir. Vous avez en dix-huit mois accompli à la tête des services de l'information un travail remarquable. Votre action opiniâtre, votre dynamisme et votre foi en ont fait l'un des secteurs pilotes du pays... Nous avons heureusement la satisfaction de ne pas vous perdre complètement, puisque c'est à Cotonou que vous allez exercer les nouvelles fonctions auxquelles vous vous consacrez déjà avec tant d'énergie. Nous serons les témoins de votre action qui peut d'ores et déjà être assurée de notre plus complet et amical concours. Vous portez en effet tous nos espoirs pour mener à bien la tâche éminemment délicate et importante qui vous attend.

Désormais libéré de ses charges ministérielles, Albert Tévoedjrè put désormais se consacrer entièrement au Secrétariat général de l'UAM. À la tête de cette institution, trois Présidents en exercice se succédèrent qui surent apprécier le dynamisme de leur jeune collaborateur : Léopold Sédar Senghor du Sénégal (septembre 1961-mars 1962), Ahmadou Ahidjo du Cameroun (mars-septembre 1962) et Léon MBA du Gabon (septembre 1962-mars 1963). Les témoignages de ces différents Chefs d'État ainsi que d'autres personnalités de premier rang impliquées dans la construction de l'Unité Africaine constituent un véritable florilège en l'honneur Tévoedjrè.

Ainsi, au cours d'une visite au Dahomey en juillet 1962, le Président Senghor, après avoir été accueilli au Siège de l'UAM par le Secrétaire général Albert Tévoedjrè, fit cette déclaration :

Votre discours m'a ému, parce que c'est le discours d'un militant de la Négritude, parce que c'est le discours d'un militant de l'africanité... Nous aurons beaucoup de difficultés au sein de l'Union africaine et malgache. Je suis sûr que nous surmonterons toutes nos difficultés et que la fin du siècle sera le siècle de l'Afrique car enfin, l'Afrique apportera quelque chose à la civilisation de l'Universel. Vous avez compris cela, vous l'avez dit avec beaucoup d'éloquence. En conclusion, je dois tout simplement dire que je ne regrette pas que vous ayez été choisi.

De même, à la séance inaugurale de la Conférence des Chefs d'État de l'UAM à Libreville en septembre 1962, M. Justin Bomboko, ministre des Affaires étrangères du Congo-Léopoldville (actuelle République démocratique du Congo) fit cet aveu aux Chefs d'États : « Je manquerai à mon devoir si je terminais cet exposé sans rendre un vibrant hommage au Secrétaire général de l'Union Africaine et malgache qui grâce aux efforts constants qu'il déploie, essaie de faire connaître les mérites de votre organisation à travers l'Afrique et le Monde entier... »

Aux États-Unis où il séjourna dans le cadre de l'installation d'un Secrétariat permanent de l'UAM au siège de l'ONU à New York, Albert Tévoedjrè suscita également intérêt et sympathie. Un ambassadeur d'Afrique centrale écrivit alors à son Gouvernement :

Le séjour du Secrétaire général de l'UAM a été marqué par des manifestations brillantes de sympathie et de solidarité. Monsieur Albert Tévoedjrè représente l'un des plus beaux échantillons intellectuels de l'Afrique. Il joint à une vaste culture les manières distinguées d'un homme du monde accompli. Personne ne voudrait nier le prestige extraordinaire avec lequel s'est effectué la mission du Secrétaire général aux États-Unis. En effet, sa présence a contribué à rassembler autour d'un même idéal de grandeur tous les problèmes qui se posaient à nous. Ce qui nous permet de fonder les plus légitimes espoirs sur l'avenir de l'UAM.

Ayant introduit Albert Tévoedjrè chez le Président des États-Unis, M. Ralph DUNCAN, assistant spécial de John F. Kennedy, confia pour sa part aux journalistes « qu'il avait été impressionné par la profonde compréhension des affaires et par la personnalité attrayante du Secrétaire général Tévoedjrè ».

Par ailleurs, au cours de la Table ronde de Douala sur le règlement du conflit qui opposa le Gabon au Congo-Brazzaville en 1962, M. Léon MBA, alors Président en exercice de l'UAM, adressa à Albert Tévoedjrè ce message officiel de félicitation : « Vous avez fait preuve, en cette circonstance, des plus grandes qualités de diplomatie et de dévouement au service de la cause de l'Unité africaine. » Il sera relayé peu de temps après par le Président Fulbert Youlou du Congo qui déclara lors d'une séance de l'Assemblée nationale congolaise : « Je tiens à rendre un solennel et vibrant hommage au Président Ahidjo et à M. Albert Tévoedjrè, Secrétaire général de l'UAM pour tout ce qu'ils ont fait afin que la Table ronde de Douala soit un succès total et sans équivoque. Ils ont agi en hommes de cœur et en grands Africains. Qu'ils en soient publiquement remerciés. »

Infatigable, Albert Tévoedjrè poursuit sur la même lancée, remportant pour le compte de l'organisation de nombreux autres succès éclatants qui, comble de paradoxe et d'ironie, vont être sanctionnés par sa démission du poste de Secrétaire général de l'UAM en février 1963, dans des conditions pour le moins mystérieuses et non encore totalement élucidées à ce jour. Du moins, comme l'écrit Albert Ekué¹, reprochait-on à Albert Tévoedjrè « d'être arrivé trop jeune et de ne pas manquer d'ambition ». Cette démission ou plutôt cette éviction survenant à une étape cruciale de l'histoire de l'UAM et en dépit du bilan largement positif à l'actif de son illustre Secrétaire général, ne manqua pas de susciter de nombreuses réactions de stupeur et d'indignation. Ainsi, pour le correspondant local du quotidien français *Le Monde*, « Albert Tévoedjrè avait une personnalité trop forte pour accepter d'être le commis que certains voulaient ». Dans la parution du 14 mars 1963 du journal *Le Figaro*, on pouvait lire : « Les Chefs d'État se sont séparés de la

¹ Cf. A. EKUE, *op. cit.*

cheville ouvrière de l'UAM; Monsieur Tévoedjrè, brillant diplomate, avait sans doute déplu à certains d'entre eux qui lui reprochaient de dépasser ses strictes attributions administratives. Il avait contribué à donner à l'UAM une cohésion certaine. »

La lecture personnelle par Albert Tévoedjrè de ce nouveau tournant de sa vie donne ceci :

Or, la faible possibilité qui m'était offerte d'agir devenait problème pour autrui! Je commençais à susciter des oppositions. Un arrangement fut vite mis au point à la Conférence de l'UAM à Ouagadougou, en février 1963, pour que ce poste me soit retiré dans des conditions que beaucoup considèrent encore comme injustes et injustifiées... Ce fut vraiment pour moi une crise profonde. Démis de mes fonctions, rejeté dans une sorte d'opaque secret que seuls deux compagnons, Albert Ekué et Simon André, osaient vraiment défier, j'ignorais ce que j'allais devenir...

Le témoin privilégié du renouveau démocratique

Traumatisé par l'épisode de l'UAM, Tévoedjrè décide de se retirer de la vie politique pour se consacrer à ses premières amours : l'enseignement, la recherche et l'écriture, mais aussi la promotion du développement humain par le biais de la fonction publique internationale. Cette retraite dure un bon quart de siècle, soit l'espace d'une génération, au cours duquel Albert Tévoedjrè se fait complètement oublier sur le plan politique.

Pendant ce temps, son Dahomey natal, une fois passée l'euphorie des premières heures de l'indépendance, connaît une longue période d'instabilité politique marquée par des coups d'État à répétition; ce qui lui vaut au demeurant la triste palme « d'enfant malade de l'Afrique ». Plusieurs régimes se succèdent. Le dernier en date est celui inauguré en octobre 1972, à la suite d'un coup d'État militaire qui porte au pouvoir Mathieu Kérékou. C'est le début de l'ère révolutionnaire avec pour principal corollaire une dictature militaro-marxiste pure et dure. Entre autres transformations notables, le Dahomey devenu socialiste dans un contexte mondial où la guerre froide bat son plein, change de nom pour dorénavant s'appeler « République populaire du Bénin ». Mais à partir du milieu des années 1980, sous les effets conjugués d'une crise économique et d'une contestation populaire sans précédents, le régime révolutionnaire commence à donner les premiers signes d'essoufflement : c'est le début d'une descente aux enfers qui va inexorablement conduire, au lendemain de la chute du mur de Berlin, à l'organisation de la Conférence des forces Vives de la nation de février 1990. Celle-ci sonne le glas de la dictature militaro-marxiste et marque le point de départ de ce qu'il est convenu d'appeler « le renouveau démocratique ».

Admis à la retraite en tant que fonctionnaire international, Albert Tévoedjrè revient au pays pour fonder en 1987 à Porto-Novo, le Centre panafricain de prospective sociale. En 1989, ce centre abrite la « Rencontre Afrique-Europe » et le premier « Forum de Porto-Novo sur les Droits de l'Homme », organisés conjointement par l'Association Mondiale de Prospective Sociale, le Conseil de l'Europe et l'Organisation de l'Unité africaine, à l'issue desquels est adoptée « La Déclaration de Porto-Novo pour un Contrat de Solidarité ». Ces assises historiques qui ont mobilisé un nombre impressionnant de sommités des quatre coins de la planète, dont une belle brochette de représentants d'institutions de coopération internationale, constituent une grande première au Bénin comme en Afrique. Elles font renaître au sein de la population et en particulier chez les jeunes une immense espérance.

En février 1990, Albert Tévoedjrè participe à la Conférence des forces vives de la nation en qualité de personnalité. Il en présente le Rapport général, véritable hymne à la renaissance du Bénin et à la réconciliation de l'ensemble de ses fils. Nicéphore Dieudonné Soglo, Inspecteur des finances de son État et Administrateur de la Banque mondiale à la retraite, est alors nommé par la Conférence Premier Ministre chargé de conduire pendant un an, aux côtés du Général Mathieu Kérékou, la transition vers un régime démocratique.

Au lendemain de la Conférence nationale, Albert Tévoedjrè est désigné comme membre du Haut Conseil de la République, l'organe législatif qui fit office d'Assemblée constituante pendant la transition. Il prend part avec son parti « Notre Cause Commune » (NCC) aux différentes consultations populaires qui jalonnent cette période : référendum constitutionnel (novembre 1990), premières législatives (février 1991) et Présidentielles (mars 1991). Les performances enregistrées sont dans l'ensemble assez honorables. En effet, avec six sièges à l'Assemblée nationale, le parti NCC s'affiche comme la première force politique du pays. De même, à l'issue du premier tour des élections présidentielles, Albert Tévoedjrè qui a fait de son projet de création de 20 000 emplois son principal cheval de bataille, recueille 14 % des suffrages et se classe 3^e, tout juste derrière les deux responsables de l'exécutif du moment : le Premier Ministre Nicéphore Soglo (33 %) et le Président Mathieu Kérékou (26 %). Un tel score le positionne tout naturellement en arbitre d'un second tour qui voit la victoire de Nicéphore Soglo. En bon démocrate, Mathieu Kérékou accepte de s'incliner devant le verdict des urnes.

D'avril 1991 à mars 1996, Albert Tévoedjrè élu député à l'Assemblée nationale, préside la Commission des relations extérieures, de la Coopération au développement, de la Défense et de la Sécurité. En tant que chef de file de l'opposition au gouvernement de Nicéphore Soglo, il apparaît comme l'un des principaux animateurs des grands débats qui agitent l'institution parlementaire. Avec une rare opiniâtreté, il s'illustre dans nombre de batailles épiques qui donnent toute la mesure de sa combativité et de sa perspicacité et qui révèlent à la jeune génération élevée jusque-là dans la culture du parti unique, un homme politique d'une dimension exceptionnelle. Ainsi, il se bat pour l'installation des institutions de la République (Cour constitutionnelle, Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, Haute Cour de justice, etc.). On le retrouve également dans la bataille parlementaire contre la privatisation de certaines entreprises publiques. Il en est de même du dossier relatif à l'augmentation des salaires des fonctionnaires après la dévaluation du franc CFA en 1994 et du bras de fer qui oppose le Gouvernement au Parlement à propos du vote du budget de l'État.

Pourtant, aux législatives de mars 1995, le parti NCC connaît un net recul. Il n'a plus que trois députés à l'Assemblée nationale. Son audience auprès de la population est en chute libre, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Même à Porto-Novo, fief naturel de Tévoedjrè, NCC a du mal à résister au raz-de-marée de partis concurrents. Pour le commun des Béninois, Albert Tévoedjrè est perdu, fini, mort politiquement. Mais c'est mal connaître l'homme, véritable phénix qui, dans son essai intitulé *Mes certitudes d'espérance*, fit la profession de foi que voici :

C'est pourquoi les événements négatifs de l'existence, loin de conduire au nihilisme, voire au suicide, peuvent être compris comme des passages, des transitions, des moments de crise, c'est-à-dire des événements cruciaux. À son point critique, la négativité est créatrice. La Croix, réduction à néant de Jésus comme le voulaient ceux que dérangeait le Galiléen, est devenu aussitôt lumière qui éclaire et source de vie qui ne tarit plus.

Fidèle à ses convictions, Albert Tévoedjrè entre alors dans une profonde réflexion. Après avoir évalué objectivement ses chances réelles par rapport aux présidentielles de 1996 et ne voulant pas d'un second mandat pour Soglo qu'il a toujours combattu, il se résout, avec certains de ses amis politiques, à susciter la candidature du Général Mathieu Kérékou à la retraite depuis bientôt cinq ans. C'est ainsi que le 4 novembre 1995, au terme d'un congrès extraordinaire et à la stupéfaction générale, le parti NCC invite officiellement Mathieu Kérékou à se présenter aux élections présidentielles de 1996. L'argumentaire est tout simple : pour Tévoedjrè et ses compagnons, Kérékou apparaît incontestablement comme le seul homme capable, en raison de sa longue expérience du pouvoir, de ses qualités indéniables de patriote et de rassembleur, de sauver le pays du désastre socio-économique et de la dérive autocratique et totalitaire dans lesquels s'apprête à le replonger Nicéphore Soglo qui ne cesse d'accumuler des impairs sur le plan politique.

Incrédule, une bonne partie des électeurs a du mal à prendre au sérieux de telles déclarations dans un contexte où Nicéphore Soglo, crédité d'un bilan économique relativement flatteur, jouit d'une immense popularité. On crie à l'hérésie, c'est le tollé, le leader de NCC est littéralement voué aux gémonies. Néanmoins, le mouvement est lancé et va faire, lentement mais sûrement, son petit bonhomme de chemin. On assiste même, dans les semaines et mois qui vont suivre, à un ralliement progressif de nombre de partis politiques à la cause d'un retour aux affaires de Mathieu Kérékou. Telle une prophétie, l'idée pour le moins saugrenue émise et soutenue par une poignée d'utopistes et de nostalgiques d'une époque révolue et peu glorieuse, déçus par Nicéphore Soglo, commence à prendre corps. Dans le dispositif de campagne de Kérékou qui se met en place au cours du premier trimestre 1996, Albert Tévoedjrè se voit confier le volet intellectuel : il est chargé de concevoir toute la réflexion stratégique devant conduire à la conquête du pouvoir. Très vite et sous sa direction, est publié le livre *Préparer le Bénin du futur* qui contient le programme de gouvernement du candidat Mathieu Kérékou.

Toutes ces actions vont se révéler payantes à court terme puisque Mathieu Kérékou sort vainqueur des présidentielles de mars 1996. Cette victoire contre nature qui surprend plus d'un, donne encore une fois raison à Albert Tévoedjrè qui croit en la « nécessité du refus parfois brutal » qu'il justifie en ces termes :

Il y a des moments où il faut aller jusqu'à l'absolu de la rupture pour montrer son désaccord avec ce qui est mensonger et criminel. Cela peut coûter cher temporairement mais jamais en vain et totalement. J'ai affreusement souffert de certaines ruptures, quoique jamais définitivement. Je devais, toutefois, m'y résoudre.

Dès la proclamation des résultats par la Cour constitutionnelle, Albert Tévoedjrè, l'homme des 20 000 emplois, organise un Colloque sur l'emploi. Quant au Général Mathieu Kérékou, il reprend le témoin des mains de Nicéphore Soglo le 4 avril 1996. Il appelle aussitôt Albert Tévoedjrè au poste stratégique et taillé sur mesure de ministre du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi. Devenu manifestement le numéro 2 du nouveau régime, l'ancien opposant et Directeur général adjoint du BIT a désormais cinq ans pour convaincre ses compatriotes de la justesse des idées qu'il a toujours défendues, aussi bien à travers ses nombreux écrits qu'en sa qualité de chef de parti politique.

Le ministre du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi

Albert Tévoedjrè aborde ses nouvelles fonctions ministérielles dans un environnement particulièrement hostile, mais au pas de charge et avec la ferme détermination de faire de ce quinquennat du Général Mathieu Kérékou une réussite quoiqu'il lui en coûte.

Les défis à relever sont immenses et Albert Tévoedjrè sait qu'il n'aura pas droit à la traditionnelle période de grâce, que la moindre erreur ne lui sera pardonnée : il a une obligation de résultats immédiats. En effet, pour une moitié de l'électorat de mars 1996 acquise à la cause du candidat malheureux Nicéphore Soglo, Albert Tévoedjrè apparaît avant tout comme le faiseur de roi, l'homme par qui le scandale est arrivé, le « traître » qui par son intelligence mise au service du mal, a conduit le peuple à « ravalé ses vomissures », rompant ainsi le pacte tacite¹ conclu, selon eux, à la Conférence nationale. Il est donc, pour une bonne partie de l'opinion, toutes catégories socio-professionnelles confondues, l'homme à abattre par tous les moyens. Seulement, cet homme de conviction n'a pas peur de l'adversité qui semble paradoxalement avoir la vertu de le galvaniser, de le stimuler davantage dans la réalisation d'un dessein auquel il croit. C'est bien ce trait de caractère qu'a voulu peindre son ami Albert Ekué quand il écrit :

Tévoedjrè a pour lui une patience à toute épreuve, le sens de l'organisation et des réalisations concrètes. Dans les moments difficiles, cet homme ordinairement si souple, sait se raidir, faire front à l'adversaire et ne jamais capituler. Un diplomate européen qui eut un jour avec lui un entretien aigre-doux sur un sujet particulièrement délicat, rappellera plus tard à son propos le mot bien connu de Mazarin² : « Je dissimule, j'adoucis, j'accommode tout autant qu'il m'est possible mais dans un besoin pressant, je sais montrer de quoi je suis capable. »

Les 38 mois passés par Albert Tévoedjrè à la tête du ministère du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi vont constituer l'une des meilleures illustrations de ce témoignage. Dans la foulée, Albert Tévoedjrè, pugnace, entreprend au sein de son département une série de réformes structurelles, ouvrant chantier sur chantier. Le coup d'envoi de ces « grands travaux » est donné par l'organisation, dès sa prise de fonction, d'un séminaire gouvernemental sur le « Minimum social commun », concept intégrateur inventé par Tévoedjrè pour impulser un développement authentique d'essence communautaire et participative, plus conforme aux aspirations et aux besoins effectifs des populations parce que solidement ancré dans les réalités du terroir.

Suit, quelques semaines plus tard, le Programme national de l'emploi lancé en juillet 1996 après son adoption par le Gouvernement et qui consiste en un ensemble de mesures particulièrement hardies, visant à rationaliser la lutte contre le chômage, le sous-emploi et la pauvreté. En raison de son caractère multisectoriel, de l'importance des ressources financières humaines et médiatiques engagées pour sa réalisation et de l'ampleur de ses effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie, ce programme qui représente pour Albert Tévoedjrè un défi personnel sur les plans politique et affectif, occupera une place centrale dans la stratégie mise en œuvre par lui pour accomplir sa mission.

¹ Ce pacte tacite pourrait s'énoncer comme suit : empêcher à tout prix le retour au pouvoir des anciens chefs d'État en général et de Mathieu Kérékou en particulier.

² Cardinal et célèbre homme d'État français d'origine italienne (1602-1661) qui s'est fait surtout remarquer par ses qualités de fin diplomate.

En août 1996, on assiste à l'installation au ministère du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi d'un portail Internet qui permet au Bénin d'être présent sur le réseau des réseaux, rendant possible des liaisons en temps réel avec diverses institutions, investisseurs et organisations non gouvernementales du monde entier.

Albert Tévoedjrè travaille également à la mobilisation tous azimuts de plusieurs dizaines de milliards de francs CFA au profit de maints projets d'envergure en terme d'impact socio-économique. Pour ce faire, il crée une Direction de la coordination des ressources extérieures à la tête de laquelle il nomme, non pas un financier bon teint, mais un diplomate de carrière. Il est en effet convaincu, par formation et par expérience, de l'existence de liens très étroits entre l'aide au développement et la diplomatie.

Enfin, en application des recommandations de la Conférence des forces vives de la nation de février 1990, Albert Tévoedjrè organise en décembre 1996 une Conférence économique nationale. Cette rencontre qui réunit pendant une semaine des Béninois de l'intérieur comme de la diaspora, permet d'asseoir les bases d'une croissance économique saine et d'un développement durable du pays pour les décennies à venir. Elle a, à tout point de vue, un écho fort retentissant.

Ainsi en moins de dix mois d'exercice de ses fonctions de ministre du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi, Albert Tévoedjrè avait fini de mettre en place les principaux outils devant servir de soubassement à son action à la tête de ce département. Il ne restait alors plus qu'à entretenir le mouvement amorcé. C'est à cela qu'il va s'employer. Un des secrets de sa relative réussite réside dans le fait qu'il s'est donné tous les moyens de ses légitimes ambitions pour le Bénin. En effet, dès le départ et jusqu'à la fin, il a opté pour une communication directe avec le Président de la République toutes les fois qu'il était question de défendre un projet, de faire passer une proposition. Cette démarche s'est traduite, auprès de ses collaborateurs et de ses collègues du gouvernement, par un recours systématique à l'approche participative et consensuelle. Cela lui vaut d'assurer régulièrement l'intérim du Président de la République durant les absences de ce dernier avec, à chaque fois, délégation des pouvoirs de Chef de Gouvernement.

En juin 1999, Albert Tévoedjrè est appelé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour diriger le « Projet international millénaire pour l'Afrique », censé préparer le Continent noir à mieux affronter les nombreux défis devant marquer son entrée dans le troisième millénaire. Il doit faire ses adieux au gouvernement de Mathieu Kérékou. Du discours de passation de service qu'il prononça à l'occasion de ce départ, les Béninois attentifs retiendront certainement ces quelques phrases qui en disent long sur les qualités du personnage :

Il y a un peu plus de trois ans, lorsque le Chef de l'État m'a appelé aux fonctions de ministre du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi, je vous ai dit qu'avant moi, il y avait des ministres et qu'après moi, il y aurait d'autres ministres. Ce n'était pas sorcier de dire une telle chose, mais il est souvent utile de rappeler que nous sommes ministres à titre essentiellement précaire et révocable... Car finalement, la seule gloire qui compte, c'est la gloire de l'histoire. D'avoir contribué à l'histoire qui se crée, au développement qui s'accomplit... Bien sûr, je pourrais dire que nous avons beaucoup travaillé. Pourquoi nier que nous avons été heureux d'organiser la Conférence économique nationale? Pourquoi nier que nous avons été heureux de mettre sur orbite un concept de développement qui investit les moyens dans le plus grand nombre au lieu de les réserver à un tout petit nombre? Pourquoi serions-nous avarés de remerciements d'avoir réussi à désenclaver des

régions qui demandaient à l'être et qui demandent encore à l'être? Pourquoi serions-nous malheureux d'avoir mobilisé 329 milliards en trois ans pour que, par exemple, la route Savalou-Djougou soit une réalité? Pourquoi nier tout cela? Et il y en a beaucoup d'autres. Et tout cela a été fait avec l'ensemble des cadres. Des cadres que je tiens à remercier de façon particulière...

En écho à ces propos, Bruno Amoussou, ancien dirigeant de la FEANF, ancien Président de l'Assemblée nationale et successeur d'Albert Tévoedjrè au ministère du Plan, dira en substance :

Parce que Monsieur Albert Tévoedjrè ne laisse personne indifférent, il ne me reste plus qu'à inviter chacun à réfléchir, de façon critique, à tout ce que vous avez apporté à ce pays. L'amnésie sélective destructive qui amène souvent nos compatriotes à grossir les erreurs et à occulter les succès, n'a pas réussi à avoir raison de vous. Ce n'est pas l'envie qui a manqué à vos adversaires. C'est la matière qui leur a fait défaut au moment où, volontairement, vous quittez vos fonctions de membre du gouvernement.

Je voudrais tout simplement rendre hommage à l'homme de conviction, au courageux et pourquoi pas au téméraire. Je voudrais rendre hommage à votre créativité qui agace ceux qui ignorent la force de la réflexion préalable à l'action...

Si je me suis quelque peu appesanti sur la personnalité de notre doyen Tévoedjrè, c'est parce que l'absence de repères est une des sources du désarroi de notre jeunesse. Une société a besoin de modèle, quelle que soit l'appréciation de chacun. Et comme il n'y a pas de modèle parfait, l'utile est d'en souligner les aspects positifs pour galvaniser l'énergie de la génération montante.

Au sein du gouvernement, pour ne retenir que cet aspect, vous avez contribué à renforcer le rayonnement de notre pays. Vous-vous êtes attaqués avec courage aux véritables maux qui minent notre société. Je voudrais poursuivre cette orientation avec les collaborateurs ici présents et avec les autres collègues du gouvernement, sous l'autorité du Président de la République.

Albert Tévoedjrè, le haut fonctionnaire des Nations Unies ou une vision renouvelée de la coopération internationale

C'est dans l'exercice de la fonction publique internationale qui occupe l'essentiel de sa carrière professionnelle, que l'homme de service public Albert Tévoedjrè donne toute la mesure de son esprit d'humanisme universaliste. Tout en revendiquant pleinement sa condition première de négro-africain, il parvient à transcender celle-ci pour se vouer entièrement à la cause de l'émancipation et du progrès de l'homme tout court.

Appelé à se prononcer sur le rôle des Nations Unies, Albert Tévoedjrè écrira :

D'abord je dis que les organisations internationales sont toujours utiles, souvent nécessaires et même irremplaçables. Sans elles, le chaos de notre monde serait encore plus désespérant.

Tant de problèmes communs nous assaillent, tant de chemins ou de sentiers sont à ouvrir pour sauver les enfants de la mort, les travailleurs du cancer professionnel, les femmes travailleuses de l'exploitation.

C'est seulement au sein d'organisations internationales que les faibles peuvent oser élever la voix et dire les malheurs qui les accablent; mieux : proposer un nouvel ordre des choses...

Si l'Organisation des Nations Unies n'existait pas, si les agences qui lui sont associées ne fonctionnaient pas, il faudrait inventer tout cela. Je n'ai sur ce point nul doute, même léger...

Cependant, l'auteur de ces lignes n'est pas un naïf, il ne se fait pas la moindre illusion quant aux enjeux énormes et multiples qui sous-tendent les relations internationales. Aussi, ajoute-t-il pour nuancer son optimisme :

Ayant affirmé ainsi ce que je considère comme une vérité de base, j'en viens à ma deuxième observation : le fonctionnement actuel du système international est loin d'être satisfaisant. Parfois, ce fonctionnement est franchement mauvais... Et j'ai en outre appris que les organisations internationales ne sont pas des institutions charitables. Comme je l'ai dit, les uns et les autres y viennent avec leurs intérêts, leurs pouvoirs, leurs instruments de domination, leurs ruses. C'est à partir de cette constatation froide que nous devons intervenir...

Le dirigeant du BIT

Même si son bref passage au Secrétariat général de l'UAM a pu constituer une préparation non négligeable à la fonction publique internationale, c'est un peu par hasard qu'Albert Tévoedjrè intègre le BIT en 1965, à la suite de ce qui pourrait être considéré comme un accident de carrière. Cette période sombre de sa vie professionnelle laisse à Albert Tévoedjrè un souvenir très douloureux :

Il est noble, écrit-il, de se pencher sur le sort des travailleurs. Mais quand on ne sait pas ce qu'il en coûte d'espérer une occupation pour maîtriser les besoins d'une famille, sans indemnité de chômage, on ne sait pas encore bien toutes les dimensions psychologiques et humaines du problème de l'emploi. J'ai vécu cette expérience. De 1963 à 1965, je n'ai pas eu de travail régulier. Entre-temps, je me suis plutôt « occupé », préparant ma thèse de doctorat à Fribourg, donnant quelques cours et attendant, impatient, cette situation qui ne venait pas. Mes options qui étaient connues n'arrangeaient rien!...

Or, j'avais un dossier qui circulait dans plusieurs institutions et donc aussi au Bureau International du travail (BIT). Des chances se dessinaient, mais aucune décision n'apparaissait; l'avenir restait sombre. Je reçois un jour une lettre du directeur du Bureau de l'OIT à New York, Philippe Blamont, qui me dit avoir reçu instruction de s'entretenir avec moi...

Nous étions en février 1965. L'entretien avec Philippe Blamont fut très correct et fort agréable. Je le sentais un peu complice de mon propre destin... le 25 mars, je recevais l'offre d'un contrat avec le BIT.

Auteur d'une thèse de doctorat consacrée à « la promotion des cadres africains en vue de la croissance économique », Albert Tévoedjrè débute au BIT en tant qu'expert en planification de la main-d'œuvre. Quelque temps après, compte tenu de son expérience au Secrétariat général de l'UAM, il est nommé coordonnateur régional pour l'Afrique, avec résidence à Addis-Abeba. À ce titre et dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de décentralisation du BIT en Afrique, il ouvre plusieurs bureaux sous-régionaux dont il assure la supervision.

En 1969, il est promu sous-directeur général du BIT. Ces nouvelles responsabilités l'amènent à diriger successivement divers départements techniques : conditions de travail et de vie, institutions sociales, association internationale de sécurité sociale, recherche et planification, ressources humaines et travailleurs migrants... Il assure, dans le même temps, la direction de plusieurs comités techniques pendant les sessions de la Conférence internationale du travail.

En décembre 1974, Albert Tévoedjrè est nommé directeur de l'Institut international d'études sociales (IIES) avec rang de directeur général adjoint du Bureau international du travail. Il

remplira ses fonctions jusqu'au 31 décembre 1983, avant d'aller assurer pendant trois ans (de 1984 à 1987), toujours en tant que fonctionnaire du BIT, le Secrétariat général de l'Association mondiale de prospective sociale qu'il a fondée en 1976.

L'un des grands mérites d'Albert Tévoedjrè en tant que directeur général adjoint du BIT demeure sans conteste l'organisation par ses soins, en janvier 1976, du Colloque mondial sur « les implications d'un nouvel ordre économique international ». Dans le rapport qu'il soumet à ce colloque, il émet pour la première fois l'idée du « contrat de solidarité », concept tout à fait original qui met l'accent à la fois sur deux notions : celle de « solidarité », résultant de l'interdépendance des intérêts des pays du Nord et des pays en développement, et celle de « contrat » destiné à concrétiser cette interdépendance au terme d'un dialogue mené sur un pied d'égalité. Après avoir reçu l'approbation d'éminents experts internationaux, l'idée du contrat social sera développée par Albert Tévoedjrè dans son ouvrage *La Pauvreté, richesse des peuples*. « Le nouvel ordre, explique-t-il, sera contractuel et la convention qui le définira sera un contrat de solidarité, dont les parties s'engageraient à mettre en œuvre, pour ce qui concerne tel ou tel domaine d'action particulier, les principes fondamentaux énoncés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans les textes proposant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. »

On ne peut s'empêcher de citer ces propos de Paul Fierens¹ qui mettent parfaitement en lumière l'importance du concept de « contrat de solidarité » comme fondement théorique d'un nouvel ordre économique international :

Si l'on devait caractériser l'œuvre de mon ami Albert Tévoedjrè par un mot-clé, le terme solidarité s'imposerait incontestablement. Certes, le remarquable auteur de *La Pauvreté, richesse des peuples* n'a pas inventé ce concept mais il lui a donné des sonorités inédites et lui a ouvert des horizons jamais atteints, créant ainsi de fécondes perspectives et de salutaires espérances pour l'avenir de l'humanité.

De fait, profondément attaché aux droits et aux responsabilités des individus comme des peuples, Albert Tévoedjrè use, autant que faire se peut, de ses prérogatives de fonctionnaire du BIT pour faire entendre sa voix partout où besoin est. Il prône la lutte sans merci contre ce qu'il appelle « les concepts vicieux qui perpétuent la dépendance » des pays du Sud vis-à-vis de ceux du Nord. Pour lui, les concepts tels que communauté internationale » et « interdépendance entre États », pour ne citer que ceux-là, sont fondamentalement inégaux et n'ont de sens que s'ils reposent sur une véritable coopération Sud-Sud se traduisant par l'émergence de grands ensembles sous-régionaux susceptibles de s'imposer en partenaires reconnus face aux géants qui mènent le monde. « Quelle est, s'interroge-t-il, l'interdépendance existant entre les grandes puissances et des pays si misérables et si faibles qu'ils n'interviennent dans aucune des vraies décisions militaires, monétaires ou économiques affectant notre monde et appartiennent à des zones d'influence contrôlées par d'autres, qu'ils soient ceux-ci de l'Est ou de l'Ouest ou parfois même du Sud? »

Enfin, il n'est pas superflu de préciser que l'expérience onusienne d'Albert Tévoedjrè a grandement contribué à lui donner une conscience aiguë des responsabilités éthiques de l'homme de service public que doit constamment animer, selon lui, la joie de servir :

Et je veux encore évoquer le nom de David Morse qui m'a appelé au BIT alors qu'il en était le Directeur Général. J'ai appris de cet homme le sens de la relativité de nos fonctions internationales.

¹ Ancien doyen de la Faculté des sciences de l'Université d'État Mons en Belgique, ayant participé au volume de *Mélanges intitulé Albert Tévoedjrè, compagnon d'aventure (op. cit.)*.

Certains personnages sont, comme on sait, d'une fatuité telle qu'ils se croient arrivés quand ils portent enfin un titre qui leur permet, sous des dehors honorables, de dissimuler le néant devant quoi ils parodent.

Morse par contre m'a appris une chose capitale... Quel que soit le niveau où nous sommes placés et indépendamment des privilèges que les États veulent bien nous conférer, nous demeurons des fonctionnaires et des serviteurs de la communauté internationale des peuples. Jamais, il ne faut avoir des attitudes ou des exigences qui empêchent de bien percevoir ce rôle de service...

Le promoteur d'initiatives humanitaires et diplomatiques à l'échelle continentale

L'intérêt d'Albert Tévoedjrè pour l'humanitaire date officiellement de la période d'avant les indépendances lorsqu'il lance, avec son épouse Isabelle, le mouvement « Promotion Africaine », qui se propose de combattre résolument la misère des populations du continent noir. Dès lors, le souci de se vouer entièrement au soulagement des souffrances des plus déshérités ne quittera plus cet enfant du bas peuple qui n'a pas oublié ses origines et pour qui le mot « misère » recouvre une réalité qui n'a rien d'abstrait. Il nous fait l'aveu suivant :

Et j'ai rencontré des centaines de femmes et d'hommes pauvres, beaucoup de ceux qui n'ont pas de nom. En ne les citant pas, je ne suis pas pour autant insensible à ce qu'il m'ont apporté : le sens de la précarité de notre condition; le sens de la souffrance des autres, des souffrances parfois inimaginables.

Mais pour Albert Tévoedjrè, la pire des misères humaines est moins celle engendrée par le dénuement matériel que celle découlant du refus de l'espérance.

Notre monde, se désole-t-il, n'espère pas. Cela est pire que la prison, plus douloureux que l'oppression. L'espérance est la richesse extraordinaire qu'un homme peut donner à un autre homme. La pire misère qu'il puisse lui infliger, c'est de désespérer... Faire espérer, c'est communiquer à autrui qu'il n'est pas fini et qu'il n'a pas fini. C'est au contraire, remettre l'homme debout. La raison pour laquelle nous devons nous engager et rompre avec des systèmes qui refusent l'espérance est donc très claire. Dès l'instant où un homme n'a plus d'espérance, il n'est plus homme. On pourrait définir l'homme comme l'être qui a la capacité d'espérer, qui a la capacité de se prolonger, de se continuer. À l'inverse, le mot de désespoir est peut-être le plus fort du vocabulaire pour dire d'un homme qu'il est terminé. Le désespoir est la fin de quelqu'un, fût-il encore bien vivant.

L'action humanitaire d'Albert Tévoedjrè est à la mesure de la stature du personnage. Elle va prendre des formes variées parmi lesquelles on peut citer, juste à titre indicatif, quelques réalisations-clés :

- le lancement par le Centre panafricain de prospective sociale (CPPS) de l'Initiative humanitaire africaine pour porter secours dans le domaine médical et nutritionnel aux réfugiés, ceux de la Région des Grands Lacs notamment;
- la collaboration active d'Albert Tévoedjrè au programme commun des Nations Unies sur le VIH SIDA (ONU SIDA), notamment en ce qui concerne les dimensions culturelles et sociopolitiques de la pandémie du SIDA;
- l'attribution à Albert Tévoedjrè de la Médaille internationale humanitaire;
- la cooptation de l'intéressé comme membre de la Commission mondiale sur la sécurité humaine.

Mais lorsqu'elle est consécutive à des conflits armés, l'action humanitaire doit, pour atteindre sa pleine efficacité, s'accompagner d'efforts diplomatiques idoines visant à une résolution politique, c'est-à-dire pérenne, des différentes crises qui surgissent çà et là. Fort de la solide expertise acquise en matière diplomatique aussi bien en sa qualité de fonctionnaire du BIT qu'à la faveur de son passage au Secrétariat général de l'UAM, notamment lors du règlement du différend qui opposa le Gabon au Congo Brazzaville, Albert Tévoedjrè sera souvent appelé à remplir des missions de bons offices et de pacification sur le continent africain. On le voit ainsi, encore récemment, présider la commission « Paix et Réconciliation » du dialogue inter-congolais. Il sera également nommé, au cours du premier trimestre 2003, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Cette ultime nomination qui apparaît manifestement comme le couronnement de sa carrière internationale sur les plans diplomatique et humanitaire, intervient au lendemain de la signature des accords de Lina-Marcoussis sur la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire et fait suite au Colloque des intellectuels africains sur la paix en Côte d'Ivoire de décembre 2002 dont Albert Tévoedjrè est le principal initiateur. Elle fait également suite à la publication du *Rapport sur l'Afrique et les enjeux du troisième millénaire* commandé par l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du Projet International « Millénaire pour l'Afrique » dirigé par Albert Tévoedjrè.

Le coordonnateur du projet international « Millénaire pour l'Afrique »

En août 1998, alors qu'il était encore ministre du Plan, de la Restructuration économique et de la Promotion de l'emploi du Bénin, Albert Tévoedjrè eut l'occasion d'être reçu en audience à Abidjan par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan. Ce dernier a, au cours de leur entretien qui a porté sur l'état tragique de l'Afrique dans le monde et les perspectives du troisième millénaire, accueilli favorablement l'idée de la mise sur pied d'une commission indépendante chargée de réfléchir et présenter des propositions significatives, originales et efficaces susceptibles d'aider le continent à découvrir en lui-même et à mobiliser les ressources humaines, matérielles et stratégiques devant lui permettre de sortir du gouffre d'humiliations dans lequel il est maintenu et de favoriser une renaissance sur les plans politique, économique, social et culturel. Une telle commission devrait être composée de ce que l'Afrique compte de meilleur et de plus représentatif en matière d'expertise et de leadership dans tous les domaines de l'activité humaine : il s'agissait donc de réunir, sous la direction d'Albert Tévoedjrè, une trentaine de personnalités indépendantes de tout gouvernement et organisation gouvernementale ou inter-gouvernementale, d'Afrique et de la diaspora, allant de l'économiste égyptien Samir Amin, Tiers-Mondiste de réputation planétaire, au Nigérian Wole Soyinka, Prix Nobel de littérature, en passant par l'Ivoirien Charles Konan Banny, Gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, le Malien Cheikh Modibo Diarra, astrophysicien à la NASA aux États-Unis, et le Camerounais William ETEKI, ancien Secrétaire général de l'OUA, pour ne citer que ceux-là.

Les conclusions de l'entretien entre Albert Tévoedjrè et Kofi Annan ont été consignées dans une lettre datée du 8 septembre 1998 dont le Secrétaire général a confié l'étude au PNUD. Elles ont conduit, après plusieurs échanges de vue, à l'élaboration du projet international « Millénaire pour l'Afrique » qui a pour buts :

- de susciter une mobilisation générale de l'ensemble des dirigeants politico-économiques du Continent, des leaders d'opinion, du secteur privé et de la société civile en leur faisant

mieux connaître les nouvelles chances que le monde peut offrir à l'Afrique à l'aube du troisième millénaire;

- d'aider les leaders africains à formuler des stratégies et mesures judicieuses à prendre en vue de l'entrée de l'Afrique dans le 21^e siècle;
- de susciter des démarches nouvelles de coopération plus dynamique en y intégrant les possibilités offertes par la dimension Sud-Sud;
- de préciser l'apport de l'Afrique à son propre développement et au développement de la solidarité internationale;
- de suggérer la création d'une structure de coordination et de suivi des propositions retenues.

Pour accomplir son mandat, la Commission indépendante a dû procéder à des auditions publiques régionales auprès de groupes-cibles dûment identifiés¹, sur divers thèmes relatifs aux défis majeurs de l'Afrique et sous la supervision d'un Comité de coordination composé des représentants du PNUD, de l'Unesco, de l'OUA, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de la Banque africaine de développement (BAD), de la Coalition mondiale pour l'Afrique (CMA) et de l'Agence intergouvernementale de la francophonie. Outre une contribution financière du PNUD s'élevant à 250 000 dollars US, le projet international « Millénaire pour l'Afrique » a bénéficié d'un soutien technique et financier de plusieurs gouvernements et partenaires au développement dont le Royaume de Belgique.

De novembre 1999, date de sa constitution, à novembre 2001, la Commission indépendante a travaillé sans désespérer en organisant des restitutions régulières lors de sessions plénières qui se sont successivement tenues à Abuja (Nigeria), Dakar (Sénégal), Maputo (Mozambique), Accra (Ghana), Cotonou (Bénin) et Abidjan (Côte d'Ivoire). Le résumé des débats qui ont constitué la substance de ces différentes assises ainsi que les conclusions et recommandations qui en ont découlé sont consignés dans le rapport intitulé *Vaincre l'humiliation* rédigé et présenté par Albert Tévoedjrè au cours d'un colloque organisé à cet effet à Cotonou en mai 2002, auquel ont pris part notamment les représentants de l'ensemble de la communauté internationale : institutions du système des Nations Unies, membres du Comité de coordination du Projet international « Millénaire pour l'Afrique », partenaires au développement... Après un état des lieux systématique, une radioscopie minutieuse et sans complaisance de l'ensemble des secteurs de développement du continent au cours du deuxième millénaire qui s'appuie sur son histoire, marquée notamment par la Traite des Noirs et la colonisation, et sur les tendances lourdes de son présent, ce rapport s'efforce de dégager une vision nouvelle, forte, débarrassée de tout fatalisme et éminemment prospective de l'Afrique par elle-même et pour elle-même à l'orée du 21^e siècle. Il retrace au passage les différentes étapes qui ont jalonné le déroulement du Projet. Il s'achève enfin, et ce, conformément aux recommandations de son commanditaire, le Secrétaire général des Nations Unies, par un agenda en 12 propositions-actions essentielles, novatrices et mobilisatrices devant permettre aux dirigeants et aux peuples d'Afrique de reprendre l'initiative. Ces propositions s'articulent autour de l'impérieuse nécessité :

- de promouvoir la paix en Afrique par la prévention des conflits inter-religieux notamment;
- d'assurer aux populations du continent la sécurité humaine et le minimum social commun;

¹ Une attention particulière a été accordée aux femmes, aux jeunes, à la société civile, aux médias et au secteur privé.

- de lutter contre le VIH/SIDA;
- de combattre la corruption et de promouvoir l'éthique dans la vie publique;
- de favoriser une culture de l'excellence et du leadership;
- de mieux gérer les transitions démocratiques;
- de mieux prendre en compte, dans les différentes stratégies de développement, le défi démographique au 21^e siècle;
- de faire davantage participer les femmes au processus de développement;
- d'encourager la création et la diffusion des connaissances;
- de développer des financements internes;
- de réaliser l'intégration régionale;
- de promouvoir de nouvelles démarches de coopération.

Le Rapport Tévoedjrè souligne que ces 12 propositions ne sauraient se substituer aux réflexions alors en cours en vue de mettre en place l'Union africaine et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), « cette entreprise majeure qui sonne le réveil de la pensée en Afrique », pas plus qu'elles n'ont la prétention de réduire à elles les termes du débat sur l'évolution du système mondial et de la place de l'Afrique dans le monde. Selon ses auteurs, cet agenda n'est pas non plus un répertoire des politiques et programmes ou initiatives de développement de l'Afrique à l'échelle continentale ou nationale. Les propositions formulées ne constituent qu'un cadre général au sein duquel les intelligences africaines devront investir leurs expertises dans des analyses et des diagnostics plus approfondis, susceptibles d'aboutir à des propositions plus opérationnelles.

Dans la conclusion à ce rapport, on peut lire ces mots de satisfaction d'Albert Tévoedjrè :

Nous nous sommes engagés à formuler une vision réaliste de l'Afrique et à faire des propositions en vue de traduire cette vision en actions concrètes. Nous croyons pouvoir affirmer que nous avons accompli cette mission délicate mais exaltante. Notre vision est celle d'une Afrique qui dit non à la marginalisation et à l'humiliation qu'elle a subies tout au long du deuxième millénaire. Une Afrique debout et au travail, digne, vigilante et généreuse, actrice de sa libération et de sa renaissance, partenaire majeur dans un monde majeur. Une Afrique qui veut réaliser son développement en comptant d'abord sur ses propres forces.

Albert Tévoedjrè, artisan de paix

La crise qui secoue la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 va donner à Albert Tévoedjrè, l'occasion de démontrer un autre de ses talents, celui « d'artisan de paix » dans une crise majeure qui risque de ravager une partie du continent africain; Il avait déjà présidé la commission Paix et Réconciliation lors des négociations inter-congolais de Sun City en Afrique du Sud (février-avril 2002), mais c'est véritablement la crise ivoirienne qui lui permettra d'assurer pleinement son rôle de service et d'orientation.

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, un groupe armé tente de renverser le pouvoir en Côte d'Ivoire. Ce coup de force échoue et se transforme en une rébellion qui occupera toute la partie septentrionale du pays. Toute la communauté internationale se mobilise pour éviter à la Côte

d'Ivoire, naguère exemple de réussite économique et d'intégration des différentes populations qui y vivent, de sombrer dans le chaos. La France envoie des troupes s'interposer entre la rébellion et les forces armées nationales, pendant que la diplomatie se met en route. Car, la crise a pris désormais une dimension politique.

D'un côté, le Président Laurent Gbagbo reconnu élu au suffrage universel – mais comme il dit lui-même « dans des conditions calamiteuses ». Il incarne le pouvoir légitime constitutionnel.

De l'autre, ceux qui contestent une constitution dont les dispositions écartent des personnages de nationalité « douteuse » (Allassane Ouattara) et qui dénoncent l'humiliation de tous ceux notamment dans le Nord de la Côte d'Ivoire qui se disent objet de discrimination symbolisée par le concept d'ivoirité.

Albert Tévoedjrè, l'intellectuel africain qui s'est toujours battu pour le renouveau du continent et pour la dignité de l'homme africain ne peut rester insensible à ce nouveau drame surtout que la Côte d'Ivoire est un pays important de la sous-région ouest-africaine, un pays qu'il connaît bien puisqu'il y a assuré de nombreuses missions d'enseignement universitaire.

Si Albert Tévoedjrè reconnaît la légitimité de Laurent Gbagbo comme Président de la République, il rappelle à temps et à contre temps la leçon de Sieyès : « On n'est pas libre par des privilèges. On est libre par des droits qui appartiennent à tous ».

À son initiative, un colloque sur la Côte d'Ivoire est organisé à Cotonou du 20 au 23 décembre 2002 par le Centre panafricain de prospective sociale avec le soutien du gouvernement suisse et de l'Agence intergouvernementale de la francophonie. « Le sang qui se répand sur la terre de Côte d'Ivoire nous interpelle lourdement », lancera-t-il à l'ouverture de ce colloque auquel participaient des intellectuels ivoiriens qui étaient venus avec leurs propres réflexions sur la crise qui déchirait leur pays. A l'issue de trois jours de travaux, ce colloque accouchera d'un texte baptisé « le Consensus de Cotonou » qui, en 20 points, fera des propositions concrètes pour sortir la Côte d'Ivoire de la crise. Ce texte recommandait notamment, en son point 4, de déclarer hors-la-loi toute forme de conquête du pouvoir par la force, en son point 5, de reconnaître le Président Laurent Gbagbo comme le Président de la République, conformément à la légalité constitutionnelle, et en son point 10, de procéder à une relecture approfondie de la constitution ivoirienne. Lorsque le Consensus de Cotonou sera présenté par une délégation d'intellectuels conduits par le professeur Albert Tévoedjrè au Président Laurent Gbagbo, celui-ci y verra, à cause du point 10, une intolérable ingérence dans les affaires intérieures de son pays. Une partie de la presse s'en prend violemment au professeur Tévoedjrè, porte-parole de la délégation.

L'ironie du sort voudra que, moins d'un mois après cette démarche avortée des intellectuels africains, tous les acteurs de la crise ivoirienne se retrouvent autour d'une table à Linas-Marcoussis, dans un centre de formation de rugby en banlieue parisienne à l'appel de la France qui les conduira pratiquement à s'accorder pour signer un texte imposant de modifier leur constitution. Un journaliste ivoirien écrira plus tard : « N'aurions-nous pas mieux fait d'écouter les intellectuels africains conduits par le professeur Albert Tévoedjrè qui nous faisaient seulement une suggestion, une suggestion que nous aurions pu prendre à notre propre compte?¹ »

¹ Cf. *Fraternité Matin* du 13 novembre 2003.

Et c'est sans doute grâce à cette initiative de Cotonou qu'Albert Tévoedjrè avait suscité, et au regard de sa grande expérience que, Monsieur Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies le choisira comme son représentant spécial en Côte d'Ivoire, au moment où l'organisation mondiale décidait de s'impliquer davantage dans la crise ivoirienne en créant la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Cette mission se transformera plus tard en une Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Le professeur Albert Tévoedjrè qui dirige ces structures, sera aussi le Président du Comité de Suivi de l'Accord de Linas-Marcoussis qui comprend les représentants des États-Unis, de la France, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de la Francophonie, de la CEDEAO, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Mission difficile sinon impossible à accomplir, car comme le dit encore le même journaliste ivoirien : « Chaque partie attend qu'il oblige l'autre à se comporter comme elle le souhaite. On attend de lui qu'il tape du point sur la table lorsqu'il apparaît que l'autre camp est de mauvaise foi, ou ne veut pas appliquer l'accord, et qu'il le mette au pas. Lorsque l'on s'interpose entre deux forcenés qui se battent, on prend le risque de recevoir des coups de tous les côtés¹. »

Albert Tévoedjrè poursuit son action dans la fermeté et la sérénité. C'est lui l'artisan principal de la rencontre dite d'Accra II qui finit par mettre sur pied le gouvernement de réconciliation nationale.

C'est encore lui qui réussit à décider Kofi Annan d'organiser une autre rencontre, Accra III qui réaffirme les clauses essentielles de l'Accord de Linas-Marcoussis, et notamment la nécessité d'une solution politique à la question cruciale de l'éligibilité.

La duplicité des uns et la mauvaise foi des autres ont conduit la Côte d'Ivoire depuis le 4 novembre 2004 dans une dangereuse impasse politique. Des menaces de sanctions sont désormais proférées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies avec l'accord des pays africains. C'est la première fois dans l'histoire récente qu'un État du continent se retrouve totalement isolé de l'ensemble. Les faits donnent ainsi raison à Albert Tévoedjrè qui voit ses propositions et ses conseils repris à tous les niveaux par la Communauté internationale.

Aux attaques de quelques journaux et aux bouderies de certains milieux politiques, Tévoedjrè répond avec philosophie : « Si quelqu'un t'accuse à tort et s'acharne à te nuire, prie Dieu qu'il vive longtemps afin de se rendre compte qu'il s'est trompé. »

L'essentiel auquel veut contribuer Tévoedjrè, c'est une Côte d'Ivoire qui ne se transforme pas ici et là en géant cimetièrre, qui ne détruise pas son potentiel économique, ne nuise pas plus longtemps aux intérêts vitaux de ses voisins et reprenne sa place de pays moteur de développement en Afrique de l'Ouest.

Ceci, le monde entier le veut aujourd'hui et entend y mettre les moyens. Mission accomplie donc parce que la pensée jaillie du Consensus de Cotonou, a fait son chemin et s'impose désormais comme l'unique voie de salut. Peu importe le destin personnel des acteurs du moment.

¹ *Ibidem.*

Un leader aux multiples facettes

Aujourd'hui, où il se trouve à l'automne de sa vie, comme il se plaît souvent à le dire, Albert Tévoedjrè n'a pas pour autant opté pour le repos du guerrier. Du moins, l'attitude fondamentale de ce grand commis de l'État jusqu'ici a-t-elle consisté à toujours se mettre en réserve de la République et de la communauté internationale pour apporter sa contribution éclairée à la résolution des plus graves problèmes qui accablent l'humanité et plus particulièrement l'Afrique et les Africains.

En effet, pour Albert Tévoedjrè, le leader, c'est avant tout quelqu'un qui détient un certain savoir et qui, parce qu'il a beaucoup reçu des autres, se doit en retour de partager ce savoir avec le plus grand nombre, de le communiquer à autrui. C'est celui-là que tout le monde admire en tant que modèle, celui-là auquel tout le monde voudrait ressembler et sur lequel chacun voudrait pouvoir s'appuyer. C'est celui qui trace le chemin pour les autres, leur montre la voie et les conduit. Il doit donc, pour cela, inspirer le respect. Selon lui, charisme et leadership ne sont pas forcément synonymes, même si le leader authentique peut et doit avoir du charisme. Enfin, Albert Tévoedjrè pense que « pour faire de grandes choses, il ne faut pas être au-dessus des hommes, mais avec eux ». Cette première forme de leadership auquel il s'identifie volontiers pourrait être appelée « leadership de rassemblement » tandis qu'il en existerait une seconde forme, le « leadership de conduite », plutôt rare et aléatoire.

S'il admet que le leader est également un homme de pouvoir, Albert Tévoedjrè entretient avec cet imposteur, que dénonçait déjà Rudyard Kipling dans son célèbre poème « *Si...* », une relation plutôt détachée, lui qui croit profondément que « le pouvoir est au service des autres », que « l'autorité se fonde sur la raison » parce qu'elle signifie « prendre les autres en charge pour les faire grandir », que « tout pouvoir livré à lui-même devient fou » et qu'enfin « tenir au pouvoir est une faiblesse qui obscurcit le jugement ».

Lorsqu'on lui demande de faire en quelques mots le bilan de sa vie, Albert Tévoedjrè parle d'abord de ses échecs, déceptions et frustrations. Il regrette par exemple que son action personnelle ainsi que celle de ceux de sa génération en faveur du développement de l'Afrique n'aient pu produire à ce jour que des résultats globalement mitigés. Il déplore également que le vieux rêve des États-Unis d'Afrique soit resté au stade de la chimère, du fait, d'une part, des « indépendances fragmentées », octroyées dans les conditions que l'on sait aux pays africains, et d'autre part, de l'absence de volonté politique des élites du continent. Finalement, il se désole que la jeunesse actuelle manque complètement d'idéal et soit trop portée vers les valeurs matérialistes, parce qu'en mal de repères.

Albert Tévoedjrè a traversé plus de 50 ans de vie publique sans jamais se trouver trempé dans quelque scandale dévalorisant – financier ou autre. Il faut relever ceci comme une véritable exception dans l'Afrique d'aujourd'hui. Il avoue néanmoins ne pas être un modèle de vertu. Alors que ses proches lui reconnaissent un trait particulier, la générosité, Albert Tévoedjrè se considère tout simplement comme un mortel, capable du meilleur comme du pire et qui, conscient de ses limites, a pris le sage et humble parti de s'en remettre constamment aux décrets de la Providence.

S'il est une chose dont il pourrait justement se sentir fier sans pour autant s'en targuer, c'est d'avoir contribué, par les multiples facettes de ses talents, à l'affirmation de l'Homme africain, à la formation des hommes, aux indépendances africaines, à l'invention de nouvelles démarches de coopération, de développement et de solidarité.

Resté chrétien tout au long de sa vie, Albert Tévoedjrè a choisi de marier en lui l'attachement au Christ et sa passion pour l'Afrique. Voilà ce qui explique l'intime proximité qu'il nourrit avec un personnage discret mais cité cependant par trois évangélistes comme acteur reconnu dans l'histoire de la Passion du Christ. C'est Simon de Cyrène, revenant des champs et réquisitionné pour aider Jésus à porter sa croix. Albert Tévoedjrè a révélé à ses proches combien cet Africain de la Cyrénaïque est devenu son recours personnel dans les épreuves et une présence quotidienne qui fait vivre en lui une espérance active de résurrection.

Il dit lui-même pour conclure :

On ne rayonne qu'après l'effort, l'arrachement à la souffrance, à la servitude, à l'oppression [...] Et c'est pourquoi le péché absolu est le péché du désespoir. Après tout, ressusciter, c'est être debout, être relevé, ressurgir de tout écrasement, c'est créer constamment une nouvelle Vie.

2004-12-09

Annexe 1

Faits saillants de la carrière d'Albert Tévoedjrè

- est titulaire d'un doctorat en sciences économiques et sociales obtenu au début des années 1960;
- fut professeur de science politique et chercheur dans plusieurs universités africaines, européennes et américaines dont celles de la Sorbonne (France) et de Harvard (États-Unis);
- fut nommé ministre à 31 ans dans le tout premier gouvernement du Dahomey indépendant;
- fut le premier Secrétaire général de la toute première organisation panafricaine d'après les indépendances, l'Union africaine et malgache (UAM) ancêtre de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA);
- fut, pendant une dizaine d'années, Directeur général adjoint du Bureau international du travail (BIT);
- a fondé en 1976 l'Association mondiale de prospective sociale (AMPS);
- fut Président-fondateur de partis politiques et chef de file pendant cinq ans (1991-1996) de l'opposition politique au Bénin, député et Président de Commission à l'Assemblée nationale;
- est l'auteur de plusieurs publications (ouvrages, articles, diverses études et rapports...) de référence;
- est membre du Club de Rome et de plusieurs sociétés savantes à travers le monde;
- fut le principal artisan du retour spectaculaire et inattendu de Mathieu Kérékou sur la scène politique béninoise en avril 1996, après une traversée du désert de cinq ans au lendemain de la Conférence des forces vives de la nation de février 1990;
- est l'inventeur des célèbres concepts de « contrats de solidarité » et de « minimum social commun » repris par diverses instances internationales dans le cadre de l'instauration d'un nouvel ordre économique international et d'un développement plus solidaire;
- a obtenu d'innombrables distinctions honorifiques, tant au plan national qu'international;
- fut, de 1999 à 2001, Coordonnateur du Projet international « Millénaire pour l'Afrique » initié par l'Organisation des Nations Unies;
- fut membre de la Commission mondiale sur la sécurité humaine;
- a contribué aux efforts de paix en République démocratique du Congo, comme Conseiller du Facilitateur du dialogue intercongolais, le Président Ketumile Masire. Il a notamment présidé la Commission « Paix et Réconciliation » à la Conférence de Sun City (février-avril 2002). À ce titre, le gouvernement belge lui a remis la décoration de « Commandeur de l'Ordre de la Couronne »;
- s'est investi fortement dans la solution de la crise ivoirienne en qualité de représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire depuis février 2003.

Annexe 2

Publications d'Albert Tévoedjrè

Principaux ouvrages

L'Afrique révoltée, Préface d'Alioune DIOP, Présence Africaine, Paris 1958.

Cet ouvrage se veut une brève introduction à la connaissance d'un continent où la misère physique et le déséquilibre moral sont en passe d'entraîner une gigantesque lutte révolutionnaire.

En effet, après une analyse du système colonial français, l'auteur montre que certains principes demeurent fondamentalement acquis : la suprématie d'un pouvoir central à Paris et les vellétés d'assimilation des Africains aux formes politiques et culturelles françaises. Ainsi, l'enseignement, les services de santé, l'exploitation économique des territoires, toutes ces activités demeurent encore placées sous l'hypothèque du Pacte colonial.

Cependant, la génération nouvelle n'entend pas glisser sur le terrain de la xénophobie. De même, le sens de la fraternité n'échappe pas au patriote éclairé. Cette fraternité peut être symbolisée par la communauté de l'Église. Mais l'Église ne s'est-elle pas trop souvent reniée dans les faits en face du problème colonial? Peut-elle encore se ressaisir et montrer son vrai visage qui est libération réelle de la société où elle s'incarne : épanouissement total de la personne humaine qu'elle promet.

L'Afrique révoltée dit non au colonialisme et au fédéralisme illusoire avec la métropole et préconise l'indépendance des Nations africaines ainsi que la création de liens d'intérêts réciproques entre la France et ses anciennes colonies.

Panafricanism in Action, Center For International Affairs, Harvard University, 1965.

Albert Tévoedjrè, témoin actif de la naissance de l'Union africaine et malgache (UAM), décrit l'histoire de cet organisme international, tout en réfléchissant sur les difficultés qu'il a rencontrées. Le principal mérite de cet ouvrage réside en ce qu'il décrit, de l'intérieur, le fonctionnement d'une organisation d'ambition panafricaine. D'autre part, les conclusions tirées par l'auteur, qui fut le premier Secrétaire général de l'UAM, sont valables non seulement pour celle-ci, mais également pour toutes les organisations comparables qui lui succéderont.

La Formation des cadres africains en vue de la croissance économique, Préface d'Alfred SAUVY, (Thèse de Doctorat) Diloutremer, Paris, 1965.

La Pauvreté, richesse des peuples, Préface de Jan TINBERGEN (Prix Nobel d'Économie) et de Dom Helder CAMARA, Les Éditions Ouvrières, Paris, 1977.

Ce livre représente incontestablement, en termes de contribution à la théorie du développement, l'un des écrits majeurs de la deuxième moitié du 20^e siècle. Il développe la thèse, apparemment paradoxale, selon laquelle « la pauvreté peut constituer une richesse pour les peuples ».

L'auteur présente une analyse très critique des attitudes et des options qu'une néfaste imitation des sociétés industrielles nous fait observer et qui conduisent à négliger les besoins et les aspirations des peuples jusqu'à provoquer ce qu'il appelle le « contre-développement ». Il tente de définir dans les domaines politique, économique et socioculturel, de nouvelles orientations qui s'ordonnent en un véritable projet de société. La proposition pour un Contrat de solidarité en est l'expression finale, les applications précises qui sont faites sur ce thème répondent à l'impératif éthique posé dès le début de l'ouvrage.

Les solutions alternatives qui apparaissent au fil des chapitres peuvent se résumer ainsi :

- non pas une accumulation matérielle dirigée par la course au profit maximal et stimulée par le désir du « toujours plus », mais un bien-être fondé sur la maîtrise des besoins intégrant toutes les valeurs de culture;
- non pas des transferts mimétiques de technologie, mais des échanges harmonieux respectant la capacité autonome de chaque partenaire;
- non pas une « bureaucratie d'État » centralisée, parfois arbitraire et toujours rigoureuse, mais une « république coopérative » alliant la liberté de l'esprit à la discipline sociale où la solidarité et la pauvreté vécues deviennent source d'épanouissement personnel et d'enrichissement collectif;
- non pas une division internationale du travail, mais l'autonomie créatrice des peuples dans un échange international équilibré.

Traduit en plusieurs langues et constamment réédité depuis sa première parution, *La Pauvreté, Richesse des Peuples* a reçu en 1980 le « Prix de la Vie Économique ».

Mes Certitudes d'Espérance, Les Éditions Ouvrières, Paris, 1984.

À une étape de sa route, Albert Tévoedjrè accepte d'écrire son journal spirituel, itinéraire d'un Africain du Bénin accédant à des charges internationales importantes, mais surtout inventaire des certitudes qui animent toute sa vie.

Ses certitudes chrétiennes sont enracinées dans une éducation africaine de milieu familial, d'écoles et de maîtres à penser qui ont eu sur lui un impact considérable. Elles se résument en un leitmotiv d'espérance nourrie d'une mystique de la Croix et de son aurore : la résurrection. Cette mystique est au centre d'une vie qui n'établit pas de séparation factice entre l'être spirituel et le responsable engagé dans la promotion collective des hommes. Elle est : sens, orientation, dynamisme; bref, une espérance en marche.

Au terme de ce journal, on ne sait s'il faut savoir gré au chrétien ou à l'Africain qui le transmet, tant les deux visages fusionnent dans un témoignage passionnant et original¹.

¹ Résumé de l'éditeur.

Minimum social commun en actions, Cotonou, 1998.

En juillet 1996, le Gouvernement béninois a adopté un Programme national de l'emploi dans le but de rationaliser la lutte contre le chômage, le sous-emploi et la pauvreté.

Pour atteindre cet objectif, l'accent est mis non seulement sur la poursuite des actions d'assainissement de l'économie nationale et de relance du secteur privé, mais surtout sur l'orientation de la production des biens et services en priorité vers les besoins essentiels des populations à la base en s'appuyant sur la capacité d'organisation des communautés elles-mêmes pour créer la richesse et générer des emplois durables.

Pour traduire dans les faits cette stratégie, deux concepts nouveaux sont apparus : le Minimum social commun (MSC) et les Unités communautaires de développement (UCD). Validés en août 1997 par le colloque international sur le thème « Minimum social commun et développement au Quotidien » tenu à Cotonou, ces deux concepts, dont la paternité revient à Albert Tévoedjrè alors ministre du Plan, constituent aujourd'hui le socle du développement communautaire au Bénin.

L'ouvrage *Minimum social commun en actions* est destiné à faire un bilan de tout ce qui a été réalisé depuis la tenue du Colloque susvisé. Il rend compte également de l'intérêt des populations à assumer pleinement leur autopromotion et de la volonté du Gouvernement et de ses nombreux partenaires à accompagner les populations dans cette démarche afin que progressivement, tous les Béninois jouissent de « l'essentiel pour tous », en tout temps et en tout lieu, gage d'un vrai développement solidaire.

Vaincre l'humiliation, Rapport de la Commission indépendante sur l'Afrique et les enjeux du troisième millénaire, (Avant-propos par Amantya SEN, Prix Nobel d'économie), Centre panafricain de prospective sociale, Agence intergouvernementale de la francophonie, Paris, 2002.

Ce rapport dont la rédaction a été confiée à Albert Tévoedjrè en sa qualité de Coordonnateur de la Commission indépendante sur l'Afrique et les enjeux du troisième millénaire, est la synthèse des travaux du Projet international « Millénaire pour l'Afrique » lancé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il est le fruit d'une vaste réflexion à la fois rétrospective, prospective et stratégique sur les grands défis de l'Afrique à l'orée du troisième millénaire, à laquelle s'est attelé, pendant presque trois ans et à la demande expresse du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, un groupe d'intellectuels, d'experts pluridisciplinaires et de responsables sociaux de premier plan en provenance de toutes les régions du continent, connus pour leur compétence, leur intégrité et leur engagement pour la promotion d'approches novatrices du développement.

Le contenu de ce rapport est résumé comme suit :

Avec le rapport que voici, le projet international « Millénaire pour l'Afrique » veut atteindre le but essentiel qu'il s'est fixé, celui de susciter une mobilisation des dirigeants politiques du continent, des leaders d'opinion, du secteur privé et de la société civile en leur faisant mieux apprécier les nouvelles chances que le monde peut offrir à l'Afrique à l'aube du troisième millénaire. Le Rapport Tévoedjrè relativise l'optimisme de certains devant le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. Tout en se prononçant pour la pertinence et la faisabilité des objectifs fixés par le NEPAD, il s'interroge sur le degré réel d'appropriation et sur l'efficacité du partenariat qui s'annonce. Il exhorte à une

nécessaire discussion sur les implications des responsables du NEPAD dans l'architecture financière internationale à mettre en place pour sa réalisation.

Avec une série de propositions concrètes, il veut offrir une chance aux peuples africains pour mieux définir et atteindre plus sûrement de vrais objectifs de développement. Analyse économique et sociale sans complaisance, le Rapport Tévoedjrè se révèle aussi un hymne à la paix avec son appel à l'Union des fils d'Abraham et une exhortation ferme à une vision renouvelée de la coopération où l'on reconnaisse à l'Afrique « son héritage partagé de dignité humaine ».

Albert Tévoedjrè lui-même n'hésite pas à considérer cet ouvrage comme son testament en tant que leader et apôtre de l'affirmation et de l'épanouissement intégral de l'homme africain. Pour lui, ce rapport revêt une grande valeur symbolique, dans la mesure où il représente la quintessence de sa contribution personnelle au développement du continent africain.

Autres écrits :

- *Pour une morale de la coopération* (source : *Le Monde*, 15 juin 1978)
- *Université, contrat de solidarité et développement en Afrique* (source : *Nouvelles universitaires africaines*, mars 1979)
- *Solidarité nationale et « New Deal » planétaire* (source : *Le Monde*, 9 juillet 1981)
- *Les dettes de l'inconscience* (source : *Le Monde*, 25 octobre 1983)
- *L'Afrique est-elle maudite?* (source : témoignage chrétien, 18-22 mars 1985)
- *L'armée est-elle toujours une nécessité?* (source : *Le Monde*, 24 septembre 1986)
- *Coopérer autrement, enfin!* (source : *La Croix*, 13 février 1987)
- *Quel avenir pour la coopération?* (Extrait de conférence, 1987)
- *De la réforme à la Solidarité* (Propos recueillis par Gabriel de Montmollin, journaliste à *La Vie protestante*, Genève, 1988)
- *Le Devoir d'ingérence* (*Le Monde*, 27 septembre 1989)
- *Après Lomé, quelle Union pour l'Afrique?* (*Jeune Afrique* n° 2068 du 29 août 2000)
- *Bénin, un Premier Ministre, pourquoi faire?* (Cotonou, Journal *La Nation* du 11 septembre 2000)
- *A Man of Service* (World Bank Daily Annual Meeting du 26 septembre 2000)
- *Discours d'ouverture du Colloque sur les dimensions culturelles et socio-politiques de la pandémie du VIH/SIDA* (Cotonou, 9 octobre 2000)
- *Appel de Cotonou : Colloque sur les dimensions culturelles et sociopolitiques de la pandémie du VIH/SIDA* (Cotonou, 10 octobre 2000)
- *Cardinal Gantin, 50 ans de Sacerdoce : Magnificat* (Cotonou, décembre 2000)
- *Discours d'ouverture du Colloque des intellectuels africains sur la paix en Côte d'Ivoire*, (Cotonou, 20 décembre 2002)

Annexe 3



UNITED NATIONS

United Nations Operation
in Côte D'Ivoire

NATIONS UNIES

Opération des Nations Unies
en Côte d'Ivoire

ONUCI

Journée des Nations Unies en Côte d'Ivoire 24 octobre 2004

Allocution du Représentant spécial du Secrétaire général
des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire
Prof. Albert TEVOEDJRE

Monsieur le Premier Ministre,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Honorables invités,

Soyez sincèrement remercié, Monsieur le Premier Ministre, de l'honneur que vous nous faites ce soir en venant personnellement nous dire votre appréciation du rôle des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Merci à vous tous, Excellences, Mesdames, Messieurs, qui venez ici manifester votre solidarité et en vérité votre appartenance au même espace de construction de paix et de développement. C'est en effet de « Nous les peuples des Nations Unies » qu'il s'agit.

C'est l'occasion pour moi de vous saluer au nom de M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies qui veut chaque année adresser au monde un message spécial pour nous inviter tous à la foi en notre organisation commune qu'il faut continuer à soutenir et à faire progresser pour la rendre toujours plus efficace.

Ici en Côte d'Ivoire, à la demande des autorités et des parties à la recherche de la paix et de la réconciliation, le Conseil de Sécurité a décidé d'une Opération de la Paix. L'ONUCI est donc présente ici pour renforcer la capacité de tous à dialoguer pour la paix, à consolider le cessez-le feu, à désarmer et reconstruire une société de vrai développement à partir d'élections crédibles.

Les semaines qui viennent de s'écouler depuis Accra III ont été souvent rudes, les journaux en témoignent. Mais ce soir, je voudrais nous inviter à un instant d'armistice et de foi. Rappelons-nous : « La foi que j'aime le mieux, dit Dieu, c'est l'espérance. » Pour justifier cette espérance, il faut s'astreindre à une observation exigeante de la réalité.

Les scientifiques et les intellectuels ivoiriens venus nombreux ce soir et que je tiens à remercier spécialement, savent en effet comme nous l'a enseigné Claude Bernard, la seule démarche qui donne sens à une vérité et à un engagement crédible :

« Le fait suggère l'idée – L'idée dirige l'expérience – L'expérience juge l'idée »

Pour nous sortir de la confusion des malentendus et du tintamarre des accusations réciproques, je voudrais nous inviter à une démarche simple fondée précisément sur l'expérimentation du réel vivant et dynamique et nous comprendrons plus aisément pourquoi nous pouvons sereinement : « Appuyer notre espoir de demain sur les faits et les certitudes d'aujourd'hui. » Des faits et des certitudes qu'il faut tantôt rappeler, tantôt révéler.

Ainsi, c'est un fait et une certitude : l'Accord de cessez-le feu du 17 octobre 2002 qui a marqué l'arrêt des hostilités et qui s'est trouvé consolidé les 3 mai et 4 juillet 2003 par une déclaration de fin de guerre que nous avons tous saluée.

C'est un fait et une certitude qu'en dehors des incidents regrettables et limités de Mbayakro et de Gohitafla, aucune menace sérieuse n'a pesé sur l'arrêt des hostilités.

C'est un fait et une certitude qu'après Accra III les rencontres quadripartites reprises et poursuivies ont permis de déboucher sur un engagement commun des parties à entamer le processus de désarmement.

C'est un fait que cet engagement a été renouvelé le 11 octobre 2004 par les parties concernées dans une déclaration conjointe adressée au Président de la République.

Des faits et des certitudes ce sont :

- le désengagement et le regroupement de l'armement lourd,
- le démantèlement des postes de contrôle non autorisés,
- le dépôt par les parties des effectifs concernés par le processus du DDR.

Plus de 700 enfants soldats désarmés et pris en charge à Bouaké, grâce à l'appui et à l'assistance de l'UNICEF, c'est un fait tout à fait vérifiable.

C'est un fait et une certitude que les plus hautes autorités de l'État et les responsables militaires de tous bords refusent l'option militaire et l'ont fait savoir désormais « urbi et orbi ».

Alors, si comme le proclame l'UNESCO, c'est dans l'esprit des hommes que naît la guerre, le désarmement ne peut commencer que dans l'esprit des hommes et des responsables

ivoiriens. Il a commencé de toute évidence et se poursuivra puisque « tout combat finit faute de combattants. »

Fonder notre espoir de demain sur nos certitudes d'aujourd'hui, c'est aussi vrai pour ce qui est de la réunification du pays.

Monsieur le Premier Ministre, c'est un fait important que la Commission nationale de pilotage du redéploiement de l'administration ait réussi au cours de missions encadrées par l'ONUCI et la Force Licorne, à payer les salaires d'enseignants dans de nombreuses zones qui n'étaient pas accessibles il y a encore quelques semaines.

C'est un fait d'importance capitale que le siège de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), organisation régionale africaine, ait repris ses activités à Bouaké avec ses agents et ses responsables en plein accord avec le gouvernement de réconciliation nationale.

C'est un fait et une certitude d'espérance que nous ayons pu mettre en œuvre le programme des Corridors de la Paix, programme qui permet aux enfants de tout le pays de se parler, aux parents de se retrouver, aux opérateurs économiques de relancer leurs activités.

Si le pays va vers le désarmement et la réunification, il faut impérativement qu'une réelle volonté politique consolide tout cela pour nous permettre d'aller aux élections dans l'ordre et la légalité retrouvée sur la base d'accords conclus de bonne foi.

Aller aux élections? C'est un fait et une certitude que les opérations techniques ont commencé. À notre niveau nous accueillons depuis dix jours une mission d'évaluation des Nations Unies qui a pris contact avec tous les partis politiques, toutes les institutions et les partenaires au développement pour mettre au point les instruments crédibles nécessaires. C'est un fait vérifiable et une certitude porteuse d'espérance.

Alors je dis simplement que peut-être c'est d'un réarmement moral que nous avons besoin pour avancer plus vite et plus sûrement. C'est de désarmement politique dont nous avons besoin pour affronter plus sûrement la construction d'une Côte d'Ivoire réunifiée.

Et il y a d'autres faits et d'autres certitudes qui nous engagent dans la voie de l'espérance de renaissance.

En effet c'est bien un fait révélateur, la courageuse interjection de la Ministre des droits de l'Homme, la semaine dernière :

« Le mépris des droits de l'Homme est source de révoltes, de rébellions de toutes sortes.... », a-t-elle affirmé avec force. Elle dit encore : l'état de guerre ne peut être un prétexte pour violer les droits de la personne humaine.

Cette courageuse profession de foi est une salutaire interpellation qui s'adresse à tous et je voudrais l'illustrer spécialement en remerciant les journalistes d'être venus nombreux ce soir. Je voudrais les encourager dans leur mission de vérité et aussi leur dire qu parfois ils peuvent se

laisser entraîner dans des querelles qui ne sont pas nécessairement les leurs et violer sans le vouloir les droits fondamentaux de personnes à qui les circonstances imposent le silence.

Et il nous arrive souvent à l'ONUCI de nous interroger sur tout ce qui se raconte sur nous. Un ami m'a un jour posé la question : « Comment réagissez-vous à toutes ces attaques? »

Je lui ai répondu : C'est la sagesse de votre pays, la culture des profondeurs que nous tentons d'assimiler. Car un dicton senoufo dit ceci :

« Si quelqu'un t'accuse à tort et s'acharne à te nuire, prie Dieu qu'il vive longtemps afin de se rendre compte qu'il s'est trompé »

Voilà le fondement d'une décision que nous prenons aujourd'hui pour aider les hommes et femmes de presse à participer au désarmement des esprits en Côte d'Ivoire. Et donc cette année, en nous souvenant particulièrement de Jean Hélène et de beaucoup d'autres, l'ONUCI décernera à l'occasion de la Journée des droits de l'Homme le 10 décembre 2004, une récompense au journaliste qui, par son travail, aura contribué de manière significative au renforcement et à la promotion des Droits de l'homme en Côte d'Ivoire.

Intitulée **La plume de la Paix**, ce prix est une initiative conjointe des agences du Système des Nations Unies, du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) et de l'Observatoire de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie (OLPED).

Autre certitude d'espérance : l'extraordinaire constance de la solidarité africaine.

Solidarité africaine. Je reviens d'une mission que m'a confiée le Secrétaire général des Nations Unies auprès des Chefs d'État qui ont participé au Sommet d'Accra III. Tous m'ont redit leur attachement au peuple frère de Côte d'Ivoire. Tous ont confirmé leur signature de l'Accord d'Accra III. Chacun a redit à sa façon le mot bien connu d'un Ponce Pilate devenu méconnaissable : « Quod scripsi, scripsi » Ce que j'ai écrit, je m'y engage.

Et la communauté internationale est prête quant à elle à appuyer fortement une Côte d'Ivoire partenaire majeure dans un monde qui a besoin d'elle pour le sursaut africain nécessaire dans cet univers de féroce compétition. Depuis toujours la Côte d'Ivoire a une vocation naturelle dans cette Afrique qui se cherche. Elle ne peut pas se retrouver aiglon d'arrière basse-cour et se mordre les lèvres en se maudissant de :

« Vouloir à l'histoire ajouter des chapitres
Et n'être plus qu'un front qui se colle à des vitres »

Permettez-moi de conclure :

La terre qui m'a vu naître, petit pays sans prétention, a connu elle aussi un temps d'épreuves absurdes et de tentations de violences meurtrières.

Un sursaut de rassemblement a permis la Conférence nationale et la prière commune que voici :

« Dieu de nos pères, Dieu des Innocents, nous te confions ce peuple que tu as réveillé. C'est vers toi qu'il marche en marchant vers son destin. Dans ce nouvel exode, arrête, nous t'en prions, arrête tout bras vengeur, éloigne tout imposteur, retiens tout criminel ». C'est notre prière aujourd'hui pour la Côte d'Ivoire.

En ce 25 octobre 2004, Journée des Nations Unies, nous voici comme l'enfant du fabuliste, dans un songe et au carrefour où deux chemins se croisent.

Le songe peut être un cauchemar. Celui de la fille de Jézabel plongée dans l'horreur d'une profonde nuit et hantée :

« ... par un terrible mélange
D'os et de chairs meurtris, et traînés dans la fange,
Des lambeaux pleins de sang et des membres affreux
Que des chiens dévorants se disputaient entre eux... »

Je l'ai dit au début de cette adresse : « Le fait suggère l'idée, l'idée dirige l'expérience, l'expérience juge l'idée »

Les faits de guerre, les morts du 19 septembre, les morts qui ont suivi partout au Nord, au Sud, au Centre et à l'Ouest, les déplacés et victimes de guerre, c'est cela qui a suscité l'idée de l'Accord de Linas-Marcoussis et la mise en œuvre d'un gouvernement de réconciliation nationale.

Marcoussis a dirigé l'expérience que nous vivons et qui elle même cumule des faits et des progrès malgré des écueils qu'il faut contourner jusqu'aux élections de la délivrance. L'expérience achevée jugera de la validité des efforts de Marcoussis et d'Accra. Parce que nous aurons eu l'intelligence d'emprunter l'autre chemin, celui du rêve dont la vision s'est profilée à Accra. Et nous les voyons...et nous nous étonnons.

Et les voilà!

« Ces hommes ennemis pareillement émus,
Frères par le frisson du beau qui les rassemble,
Pleurant les mêmes pleurs (et) ne se haïssant plus »

Au nom de Kofi Annan, notre Secrétaire général, c'est à ce rêve commun que je viens vous convier; c'est ce beau rêve que nous tous voulons transformer en réalité vivante, nous les 6200 casques bleus et personnel civil de l'ONUCI, nous tous qui vous entourons de notre sincère solidarité et que vous êtes venus encourager ce soir.

Je ne saurais terminer sans remercier particulièrement tous mes collègues du Comité international de suivi de l'Accord de Linas-Marcoussis pour leur engagement et leur persévérante détermination.

Le Comité international de Suivi est partie prenante de chacune des avancées que j'ai rappelées ici. Son rôle, peut-être trop discret aux yeux de certains, n'est pas de jouer les vedettes dans une situation où chaque parole, chaque geste peut susciter d'inutiles polémiques. Il est engagé à ce que la sortie de crise soit effective afin de rendre possible ce qui est nécessaire.

Merci, Monsieur le Premier Ministre,
Merci à vous tous, honorables invités.
Nous n'avons pas le choix : Ensemble nous gagnerons la Paix!

Albert Tévoedjrè
Abidjan, le 25 octobre 2004

Annexe 4

Note relative à la mission en Côte-d'Ivoire

Dix jours après cette adresse – prémonition déguisée – le tableau change radicalement en Côte d'Ivoire.

Dès le 3 novembre 2004, des groupes de manifestants se proclamant « jeunes patriotes » s'emparent avec l'aide de commandos militaires de la Radio-Télévision ivoirienne et y installent une direction de leur choix. Ils saccagent les sièges des journaux indépendants, brûlent les permanences des partis politiques d'opposition et réduisent au silence les radios internationales (RFI, BBC, Africa N°1).

Le 4 novembre, les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire lancent une offensive aérienne sur Bouaké, violant ainsi le cessez-le-feu. La guerre est rallumée.

Le 6 novembre, un site de l'armée française est bombardé. Neuf soldats français sont tués ainsi qu'un civil américain.

En riposte, le Président Jacques Chirac ordonne la destruction de tous les avions militaires ivoiriens.

Les jeunes patriotes s'emparent de la rue : pillages, exactions, viols, incendies de collèges. Le collège Mermoz est « méthodiquement » détruit.

De violentes manifestations anti-françaises se déroulent à Abidjan et engendrent des ripostes des militaires français. Celles-ci font, selon les autorités ivoiriennes, 57 morts et 2000 blessés. Plus de 8000 Français se trouvent contraints de quitter la Côte d'Ivoire.

La crise s'aggrave et prend ainsi des proportions inattendues. Cette nouvelle situation permet de voir se confirmer de toutes parts l'option pour une solution politique que n'a cessé de recommander le Représentant spécial de Kofi Annan en Côte d'Ivoire.

Pour la première fois dans l'histoire récente, c'est avec l'accord des pays africains que le Conseil de Sécurité des Nations Unies à l'unanimité décide de sanctions à l'égard de la Côte d'Ivoire et notamment un embargo immédiat sur les armes.

Les médiateurs s'activent à nouveau. Thabo Mbéki entre en scène. Albert Tévoedjrè rappelle simplement ses propositions et observe désormais... sans illusion.

Annexe 5

